

Manuel Loff

LA GUERRE D'ESPAGNE DANS LA MÉMOIRE ANTIFASCISTE PORTUGAISE : PERSISTANCE ET RECOMPOSITION

La guerre d'Espagne (1936-1939) a réussi à changer structurellement la perception du fascisme dans le monde. Déclenchée à un moment où les régimes italien et allemand étaient consolidés et lançaient en Espagne une de leurs plus importantes offensives pour construire ce qu'ils prétendaient être un *Nouvel ordre* européen, cette guerre imposée au peuple espagnol par Franco et la coalition antidémocratique qu'il dirigeait a été la première guerre fasciste (quelques mois à peine après l'invasion de l'Abyssinie par l'Italie) capable de polariser les passions politiques et religieuses en Europe et en Amérique et, ainsi, d'attirer de nombreux volontaires prêts à se battre dans un camp ou dans l'autre. Les éléments symboliques qu'elle a mobilisés ont suffi à ce qu'elle fût perçue comme une lutte décisive de la *civilisation chrétienne occidentale* contre le communisme, à droite, et de la démocratie contre le fascisme, à gauche. Et c'est à partir de cette dernière perception que, tout du moins formellement, se forme la vision antifasciste du monde et que la quasi-totalité de l'Europe se (re)construit après 1945, de part et d'autre du monde bipolaire façonné par la guerre froide ; cette perception constitue, du reste, la seule plateforme politique de toute l'histoire à avoir permis la coopération entre sociaux-démocrates, libéraux et communistes, mais elle connaîtra un

cinglant revers à la fin du 20^e siècle¹. En 1995, presque 60 ans après la fin de la guerre d'Espagne, Éric Hobsbawm écrivait :

« Il est maintenant difficile de se rappeler ce que l'Espagne a significé pour les libéraux et les gens de gauche qui ont vécu les années 1930, bien que pour beaucoup d'entre nous, les survivants, [...] cela reste la seule cause politique qui, même rétrospectivement, apparaisse aussi pure et convaincante qu'en 1936² ».

Quelques années auparavant, en 1987, César Oliveira, un historien portugais qui avait milité au sein du socialisme radical et vécu la maturation politique de ce courant dans les années 1960, résumait ainsi l'appel que la guerre d'Espagne lançait « d'un bout à l'autre de l'Europe, à toute une génération » :

« Pendant près de trois ans, la guerre civile espagnole a été au cœur de la politique étrangère de toutes les puissances mondiales, elle a occupé le centre des débats politiques, elle a fait la Une de tous les journaux du monde, elle a déchaîné les passions et les enthousiasmes, elle a généré de la violence et de l'injustice, elle a forgé la haine et fait appel à toutes sortes d'héroïsmes, individuel et collectif, elle a mobilisé les intellectuels, les écrivains, les poètes, les artistes, les hommes et les femmes d'Europe, d'Amérique, des sept coins du monde ; elle a permis des aventures, créé un espace pour le romantisme politique [...]. La guerre civile espagnole a été la dernière des guerres idéologico-religieuses européennes à laquelle aucun homme ni aucune femme n'a su rester indifférent dans l'Europe des années 1930³ ».

Éclatant à un moment crucial pour la consolidation de la dictature portugaise, qui avait pris le pouvoir en 1926 et le conservera longtemps jusqu'en 1974 – d'abord sous la direction des militaires

1 Manuel Loff, « La guerre d'Espagne : des frères qui se tuent », Étienne François et Thomas Serrier (dir.), *Europa : notre histoire, L'héritage européen depuis Homère*, Paris, Les Arènes, 2017, pp. 61-68.

2 Éric Hobsbawm, *The Age of Extremes. The Short Twentieth Century, 1914-1991*, Londres, Abacus, 1995, p. 160.

3 César Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil de Espanha*, Lisbonne, O jornal, 1987, p. 140.

conservateurs, puis, très vite, sous l'hégémonie de la coalition salazariste (un magma de catholicisme réactionnaire et corporatiste, de nationalisme militaire et de néo-monarchisme d'extrême droite en cours de fascisation) –, le conflit espagnol a joué un rôle central dans la définition idéologique et internationale du régime salazariste⁴, mais également dans la mémoire de l'antifascisme portugais, qui se déploie bien au-delà de la gauche. La guerre d'Espagne et l'exil en Espagne ont, en effet, été essentiels dans la construction du discours de l'antifascisme portugais relatif à la solidarité vécue entre Portugais et Espagnols à travers leur lutte contre des régimes que les gauches ont toujours qualifiés de fascistes (ceux de Salazar et de Franco). Cependant, le souvenir de la participation portugaise à la lutte internationale contre le fascisme en Espagne a longtemps été soumis (et il l'est probablement encore) à des contraintes qui font obstacle à ce que cette guerre ait le même poids pour la gauche portugaise que pour les gauches européenne et américaine dans leurs processus de légitimation politique, symbolique et historique, en tant que moment d'engagement généreux et lucide contre un ennemi dont le potentiel destructeur avait été perçu avant même les ravages de la Seconde Guerre mondiale. La présence de lieux et de monuments rappelant la solidarité internationale avec la République espagnole, encore si courante dans l'espace public de bien des villes européennes et de quelques villes américaines, est un phénomène que l'on ne retrouve dans quasiment aucune ville ou village du Portugal – à l'exception de quelques toutes petites villes et villages frontaliers du Nord et du Sud du pays, où la solidarité humaine (et inévitablement politique) de ces populations a permis l'accueil, presque toujours de façon illégale, de nombreux réfugiés clandestins espagnols fuyant la répression franquiste.

Une telle situation contraste fortement avec l'importance qui, de nos jours encore, est accordée, dans la mémoire conservatrice

4 Manuel Loff, « *O nosso século é fascista!* » *O mundo visto por Salazar e Franco (1936-1945)*, Porto, Campo das Letras, 2008.

portugaise, au mythe de Salazar, « l'homme providentiel qui a sauvé le pays de la guerre⁵ ». Ce mythe, central dans la construction de la mythologie tissée autour du dictateur par la propagande du régime, ainsi que par la pensée conservatrice et réactionnaire, ne date pas de la Seconde Guerre mondiale mais de la guerre d'Espagne. Loin d'être uniquement présent dans le discours néosalazariste, il se manifeste aussi, et ce jusqu'à aujourd'hui, dans le discours de personnalités publiques (hommes politiques, universitaires, journalistes) en position d'intervenir dans les processus d'utilisation politique de la mémoire ; ce mythe persiste à décrire les choix opérés par Salazar face à la guerre d'Espagne, en 1936-1939, comme une sorte de *finest hour* du dictateur (pour paraphraser Churchill⁶), blanchissant ainsi la période la plus durement répressive de l'*Estado Novo* et l'attitude la plus agressive adoptée au niveau international envers la République espagnole, la dictature portugaise ayant effrontément pris parti pour l'un des camps en conflit et soutenant les franquistes par tous les moyens à sa disposition, presque tous illégaux au regard du droit international et de son engagement de non intervention⁷.

À l'inverse, la mémoire antifasciste portugaise est traversée tout à la fois par une inévitable division politique (entre républicains,

5 Expression adoptée par la propagande salazariste dès le milieu de la Seconde Guerre mondiale pour promouvoir la figure du dictateur auprès des Portugais.

6 Voir, par exemple, les propos tenus par Dias Loureiro, alors ministre du gouvernement de Cavaco Silva, lorsque le journal *Expresso* le sollicite à l'occasion du centenaire de la naissance du dictateur (avril 1989) : louant « l'habileté » de Salazar à « faire sortir le Portugal de [la guerre civile espagnole et de la Seconde Guerre mondiale] à moindre coût », il estime que c'est seulement « à partir de 1945 » que Salazar aurait « [perdu] la vision du monde moderne » (cf. « Como os líderes vêem Salazar », *Expresso*, Lisbonne, 22 avril 1989). Sur cette question, cf. Manuel Loff, « Estado, democracia e memória: políticas públicas e batalhas pela memória da ditadura portuguesa (1974-2014) », M. Loff, F. Piedade, L.C. Soutelo (dir.), *Ditaduras e Revolução. Democracia e políticas da memória*, Coimbra, Editorial Almedina, 2014, pp. 23-143.

7 Cf. César Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil... op. cit.*, Iva Delgado, *Portugal e a Guerra Civil de Espanha*, s.l., Europa-América, [1980], et Manuel Loff, *O nosso século é fascista!... op. cit.*

communistes et anarchistes), la dispute qui en découle pour la mémoire collective dans l'espace public, et l'absence de visibilité de la participation portugaise à la guerre d'Espagne. Invisibilité qui existe tant sur le plan de la mémoire internationale (avant tout, parce qu'aucune brigade portugaise ne s'est jamais formée au sein des Brigades internationales) que sur le plan de la mémoire nationale portugaise – bien qu'au Portugal, comme nous le verrons, émerge le souvenir de la révolte des marins en septembre 1936 et de leur déportation au camp de concentration de Tarrafal, au Cap-Vert.

Une « solitude majeure » : de la révolte des marins (1936) au camp de Tarrafal

Durant près de quarante ans, une rigoureuse censure a été imposée à tous les récits sur la guerre d'Espagne dans l'espace public portugais. Pendant cette période, l'appareil de propagande du régime, y compris les médias opérant à son service ou dans son ombre, a adopté la formule franquiste de « Guerre de Libération d'Espagne » et a tenu son engagement envers les nationalistes par des mensonges historiques tels que celui raconté par Franco sur la destruction de Guernica. Le 25 Avril et la période révolutionnaire qui l'a suivi ont permis à des publications restées clandestines pendant de longues années, ou bien saisies par la PVDE - pour les rares d'entre elles qu'un éditeur avait eu l'audace d'imprimer – de paraître au grand jour⁸. Pendant qu'en Espagne les années de l'agonie et de la mort de Franco accéléraient le processus de contestation politique qui a conduit au début de la transition démocratique, au Portugal, les gauches portugaises, solidaires de la lutte antifranquiste, récupéraient la mémoire de la guerre d'Espagne en tant que symbole majeur de la construction d'une identité antifasciste.

8 Cf. Comissão do Livro Negro sobre o Regime Fascista, *Livros proibidos no regime fascista*, Lisbonne, Presidência do Conselho de Ministros, 1981.

S'il faut attendre plus d'une décennie après la chute de la dictature portugaise pour que la mémoire des combattants portugais favorables à la République espagnole soit récupérée par César Oliveira, d'un point de vue chronologique les premiers événements à ressurgir dans l'espace public portugais après le 25 Avril, en tant qu'objets de mémoire significative de la guerre d'Espagne, sont : la révolte des marins de septembre 1936, l'attentat contre Salazar de juillet 1937, ainsi que le massacre de Badajoz en août 1936 et la mémoire qu'il en reste parmi les populations frontalières.

En ce qui concerne le premier de ces événements, la révolte des marins, les textes les plus pertinents issus de la mémoire *tarrafaliste*⁹, écrits et diffusés clandestinement sous la dictature, ont été rassemblés et publiés entre 1974 et 1978 par les survivants de la déportation des années 1936-1954¹⁰. Des textes autobiographiques de militants libertaires des années 1930 ont connu ce même processus de publication dans les premiers mois qui ont suivi leur libération ; l'ensemble de ces textes soulignent l'expérience politiquement structurante de l'exil en Espagne, et/ou de la participation à la guerre civile espagnole, ainsi que de la solidarité avec les camarades de la FAI/CNT. Emídio Santana, le plus remarquable de ces militants anarchistes et/ou anarcho-syndicalistes, a été l'un des organisateurs de l'attentat contre Salazar, en juillet 1937, organisé par des militants anarchistes ; attentat qui depuis la Révolution de 1974 a retrouvé toute sa place dans l'histoire de la résistance, tout en étant décrit comme un acte de solidarité envers la lutte contre le fascisme en Espagne¹¹.

9 Nom donné aux prisonniers politiques déportés dans le camp de concentration de Tarrafal, au Cap-Vert.

10 Dont le plus important est certainement AA.VV., *Tarrafal – testemunhos*, 2^a ed., Lisbonne, Editorial Caminho, 1978. Une synthèse générale in Nélida Brito, *Tarrafal na memória dos seus prisioneiros (1936-1954)*, préface de Manuel Loff, Lisbonne, Dinossauro, 2006.

11 Emídio Santana, *História de um atentado. O atentado a Salazar*, [S.l.], Forum, 1976. Cf. aussi Valdemar Cruz, *Histórias Secretas do Atentado a Salazar*, Lisbonne, Temas & Debates/Círculo de Leitores, 2013. Santana publiera ses mémoires en 1987 : *Memórias de um militante anarco-sindicalista: tempos de luta de adversidade e de esperança*, Lisbonne, Perspectivas & Realidades.

La révolte des marins (8 septembre 1936) occupe une place particulièrement symbolique au Portugal dans le discours sur la mémoire de la guerre d'Espagne. Elle a été déclenchée deux mois seulement après l'*alzamiento* militaire, à un moment où l'engagement inconditionnel de Salazar pour assurer la défaite de la République espagnole conduisait le jeune *Estado Novo* sur le chemin de la fascisation. Le régime et l'opposition associent tous deux la révolte des marins du Tage à la guerre d'Espagne, mais leurs lectures idéologique et morale en sont diamétralement opposées. En 1987, César Oliveira décrivait encore cette révolte comme un mouvement préparé par de jeunes matelots de l'ORA, une organisation clandestine du PCP au sein de la marine de guerre, dans « l'objectif » de « porter un coup aux structures militaires de l'*Estado Novo* par le départ, depuis la rade du Tage et en direction de l'Espagne républicaine », des vaisseaux de guerre *Dão*, *Afonso de Albuquerque* et *Bartolomeu Dias*, en stationnement dans le Tage et dont la capacité de feu pouvait atteindre le cœur du pouvoir politique dans la capitale¹². Oliveira, auteur d'un ouvrage qui reste de nos jours la principale référence bibliographique sur l'impact de la guerre d'Espagne au Portugal, adopte l'explication qu'en 1974, João Faria Borda, l'un des marins insurgés, avait donnée dans un ouvrage mémoriel publié aussitôt après le 25 Avril. Avec le temps, le récit de la révolte a cessé de se centrer sur cette dimension d'intervention militaire dans le conflit espagnol, d'autant plus que Salazar en avait tiré parti pour jeter le discrédit de la « trahison » sur les équipages des bateaux mutinés et sur l'ensemble de la solidarité avec la République espagnole mise en œuvre au Portugal. La reconstruction de cette mémoire par plusieurs *tarrafalistas* a fini par mettre en avant la spontanéité avec laquelle des dizaines de matelots se sont volontairement lancés dans une mutinerie mal préparée et infructueuse, qui a conduit 34 d'entre eux en déportation à Tarrafal (Cap-Vert), où ils ont construit de leurs propres

12 César Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil... op. cit.*, pp. 282 et 298.

mains le camp de concentration dans lequel la plupart d'entre eux sont restés enfermés pendant presque dix-huit années. « Nous nous sommes révoltés pour exiger la réintégration de dix-sept marins expulsés de la Marine » à la suite de « plusieurs manifestations de solidarité des marins envers la République [espagnole] », celles-ci ayant eu lieu après un court séjour du *Afonso de Albuquerque* dans le port d'Alicante, en zone républicaine. « Notre révolte n'a pas été fomentée dans l'idée d'un départ pour l'Espagne. Naturellement, c'est là que nous serions allés si l'insurrection avait réussi, car il n'y avait nul autre lieu où aller. Mais ce n'était pas le but¹³ », le but était de faire « réintégrer les dix-sept marins expulsés. Notre objectif était de prendre possession des navires, quitter le port, lancer quelques grenades contre l'Assemblée nationale et exiger par radio la réintégration de nos camarades¹⁴ ».

Le risque pris avec un tel acte de la part de marins si jeunes – plusieurs seront tués par le feu des forces loyales à Salazar et 82 condamnés à des peines allant de deux à seize ans de prison (dont 34 déportés au Cap-Vert)¹⁵ –, a acquis un caractère emblématique

13 Cf. José Barata in Varela Gomes, *Guerra de Espanha. Acheegas ao redor da participação portuguesa*, Lisbonne, Cadernos Versus, 1987, pp. 87-88. Témoignages recueillis en 1986 par un groupe lié à la revue *Versus*, comprenant notamment Varela Gomes et António Louçã, auprès de quatre survivants de Tarrafal : José Barata, Josué Romão, Joaquim Sousa Teixeira, Henrique Oschenberg et António Dinis Cabaço.

14 Cf. Josué Romão in Gomes, *Guerra de Espanha...* p. 88.

15 César Oliveira ne précise pas combien de mutins impliqués dans la révolte des marins ont été victimes de la répression. En s'appuyant sur les données publiées dans la presse de l'époque, Álvaro Arranja (« La révolte des marins », *História*, Année XXIX, n° 91, 2006, pp. 51-53) mentionne « douze tués et huit blessés ». D'après l'Association de *praças* de la Marine de guerre portugaise, « 208 marins ont été impliqués », dont « cinq [ont été] tués dans les affrontements ; 92 ont été jugés par un tribunal militaire ; 116 ont été mis hors de cause ; 82 ont été condamnés à des peines allant de deux à seize ans de prison ; 34 sont allés inaugurer le camp de Tarrafal (cinq y ont péri en raison de mauvais traitements et du rude climat de l'île de Santiago). [...] Les procès ont été quasi sommaires. Les peines, dans plusieurs cas, sont allées jusqu'à 17, 19 et même 20 ans de prison, elles figurent parmi les peines les plus lourdes appliquées sous le fascisme. Sur les 82 condamnés, 48 ont été envoyés à la forteresse d'Angra do Heroísmo

dans la mémoire antifasciste portugaise. À tel point que deux des plus importants écrivains portugais voient dans l'échec de cette révolte le symbole d'une volonté impuissante à prendre part à une bataille universelle¹⁶. C'est par cet événement que Jorge de Sena conclut son seul et unique roman *Sinais de Fogo* (*Signes de feu*), que sa veuve, Mécia de Sena, qualifie de « proustien » ; il en aurait commencé l'écriture fin 1964 pour ne l'achever qu'à la décennie suivante, avec une publication en 1979. La « guerre civile espagnole est l'événement central du roman et, devenant l'adjuvant de l'éveil du protagoniste à la réalité politique et sociale, à l'amour et même à l'acte de création poétique, l'action ne pouvait embrasser davantage que ce temps précis de l'éclosion du conflit¹⁷ ». En somme, cet été 1936 qui ébranle la société portugaise par la radicalisation et la fascisation du salazarisme, par la mobilisation de jeunes aguerris de l'ultra-droite ou simplement d'opportunistes qui réclament la constitution de la *Legião portuguesa* (milice paramilitaire) et se porteront volontaires pour aller combattre à la solde des troupes franquistes, par la réanimation des courants de l'opposition portugaise, déprimée et meurtrie, qui aura à subir la plus intense de toutes les répressions que le régime mettra en place au Portugal pendant toute sa durée, ainsi que par la confrontation des populations frontalières, surprises, au dilemme éthique et politique d'avoir à accueillir des réfugiés espagnols fuyant la persécution

(Açores) et 34 à Tarrafal le lendemain même du procès» (Associação de Praças, «Dia Nacional», <http://www.apracas.pt/paginas/6/dia-nacional/>, consulté en septembre 2020).

16 Sur l'impact de la guerre d'Espagne chez les intellectuels antifascistes portugais et les représentations/évolutions qu'ils en font dans les premières décennies qui suivent les années 1936-1939, cf. Adelaide Ginga Tchen, «E o "não passarão!" vibrando no nosso desespero muito antes de ser tragicamente formulado nas barreiras de Madrid», AA.VV., *Portugal e a Guerra Civil de Espanha*, Lisbonne, Câmara Municipal de Lisboa, 1996, pp. 104-16. Pour un examen de cette question à travers les cinquante années qui succèdent à la guerre, cf. Manuel Loff, «A memória da Guerra de Espanha em Portugal através da historiografia portuguesa», *Ler História*, 51 (Dossier Guerras Cívicas), Lisbonne, pp. 77-131.

17 Mécia de Sena, «Introdução» a Jorge de Sena, *Sinais de Fogo*, 6^e éd., Porto, Asa, 1995, p. 12.

franquiste ou bien de se soumettre aux ordres des forces de police salazaristes, qui exigeaient d'elles l'indifférence et l'inertie envers ces fugitifs. Ce cycle de « l'éveil » de « Jorge », l'*alter ego* de Jorge de Sena qui traverse l'été 1936 dans une découverte permanente, se termine par l'échec de la révolte des marins du Tage, face à laquelle le « Jorge » littéraire sent :

« [...] que la solitude qui était la mienne [...] n'était qu'un cas particulier dans la solitude plus grande qui s'était abattue subrepticement sur tout et sur tout le monde, et à laquelle tout le monde s'assujettissait subrepticement. [...] Et pourtant ces mêmes [personnes] se sentaient seules et coupées des autres, pour avoir accepté que l'ordre et la discipline fussent une chose qui leur était extérieure, défendue par d'autres, au nom d'un gouvernement qui avait pris sur lui de les définir et s'attribuait l'omniscience y compris pour les révolutions qui parvenaient à éclater et faisaient des morts et des blessés. Quand bien même ces personnes s'enthousiasmeraient réciproquement, ce serait toujours un enthousiasme triste, comme forcé par la nécessité de compenser ce qu'elles n'imaginaient même pas avoir perdu ou abandonné¹⁸. »

Dans un registre semblable, José Saramago choisira, en 1984, le même événement historique comme élément de narration symbolique et stratégique, dans sa vision fictionnelle d'un Ricardo Reis (hétéronyme de Fernando Pessoa) de retour au Portugal six mois avant le déclenchement de la guerre en Espagne. La révolte des marins lui sert de métaphore finale pour dépeindre l'absence de prise de risque de la part d'un Ricardo Reis pétrifié, aussi pétrifié que la sculpture du monstre *Adamastor* installée sur la colline lisboète de l'Alto de Santa Catarina, d'où Reis avait aperçu le mouvement des bateaux rebelles sur le Tage. Sa pétrification contraste avec le risque pris, au nom de la résistance, par les jeunes marins de l'ORA. Après l'échec de la révolte,

18 Jorge de Sena, *Signes de feu*, Paris, Éditions Albin Michel, 1986, p. 485. Le livre de Sena a été adapté au cinéma en 1995 par Izaías Almada et Luís Filipe Rocha (ce dernier étant également le réalisateur du film), dans une coproduction luso-hispano-française.

on vient frapper à la porte de Reis. Et, contrairement à ses attentes, ce n'est pas la sœur de l'un des marins rebelles qui lui apparaît, mais un Fernando Pessoa fantasmagorique, venu clore le cycle d'observation sociale et politique dans lequel vivait son hétéronyme depuis son arrivée à Lisbonne, en décembre 1935¹⁹.

Dans le cadre des politiques publiques de mémoire menées par l'État démocratique portugais, les marins de 1936 n'ont été officiellement honorés qu'en mai 1999, lorsque le président de la République, le socialiste Jorge Sampaio, a décoré de l'Ordre de la Liberté les six marins *tarrafalistas* encore en vie à cette date, «avec plusieurs décennies de retard" comme il le dit lui-même en soulignant leur "acte héroïque" contre la dictature de l'*Estado Novo*». Dix ans plus tard, l'*União dos Resistentes Antifascistas Portugueses*, association d'anciens prisonniers politiques liée au PCP, est à l'origine, avec la municipalité d'Almada, de l'inauguration du Monument aux marins insoumis²⁰. Dans le même temps, l'*Associação de Praças*, association représentative des marins non grandés de la Marine de guerre, choisit le 8 septembre comme journée nationale des *Praças* des Forces armées ; et, à notre

19 Cf. les dernières pages de José Saramago, *O ano da morte de Ricardo Reis*, Lisbonne, Editorial Caminho, 1984. L'œuvre a été adaptée au cinéma par João Botelho et le film est sorti en salle en 2020. Dans une interview accordée à l'agence de presse *Lusa* au début du tournage, en avril 2019, João Botelho inscrit l'adaptation du livre de José Saramago dans un contexte de « retour du populisme, du nationalisme, des guerres de religion, qui nous laisse penser que nous sommes retournés au Moyen Âge et que ce texte est contemporain. [...] Je pense qu'actuellement nous vivons une période très similaire, très étrange » (*Lusa*, « Filme O Ano da Morte de Ricardo Reis » de João Botelho estreia-se em 1 de Outubro », TSF, 31 août 2020, <https://www.tsf.pt/portugal/cultura/filme-o-ano-da-morte-de-ricardo-reis-de-joao-botelho-estreia-se-em-01-de-outubro-12568349.html>, consulté en septembre 2020).

20 « Intervenção de Aurélio Santos na inauguração do Monumento ao Marinheiro Insubmisso », 30 mai 2009 (document daté du 10 juin 2009), <http://www.urap.pt/index.php/historia-mainmenu-37/32-historia/253-interveno-de-aurlio-santos-na-inaugurao-do-monumento-ao-marinheiro-insubmisso> (consulté en septembre 2020).

grande surprise, les autorités militaires assistent aux commémorations de cette journée²¹.

« Des héros inconnus qui se sont battus pour la liberté et ont résisté au fascisme »...

À l'approche du 50^e anniversaire du début de la guerre d'Espagne, le Portugal et l'Occident dans son ensemble avaient déjà connu des périodes de reflux politique relativement à la mémoire antifasciste et à sa valeur fondamentale dans la légitimation des grands changements progressistes qui ont marqué les trois décennies suivant la Seconde Guerre mondiale²². Si, à cette date-là, Iva Delgado avait déjà abordé superficiellement la question de la participation des *viriatos* salazaristes dans les rangs franquistes²³, Varela Gomes a été le seul, tout au long des années 1980, à étudier la trajectoire historique (pour leur rendre hommage, pour reprendre ses propres termes) « d'un nombre incalculable de nos compatriotes, héros inconnus qui se sont battus pour la liberté et ont résisté au fascisme, en diverses périodes et circonstances de l'époque contemporaine »²⁴, en particulier pendant la guerre d'Espagne. César Oliveira, qui menait ses propres recherches à la même époque, rejoint Gomes en affirmant que :

« la participation de Portugais, d'horizons idéologiques différents et de filiations partidaires diverses, au combat politique et militaire en faveur de la République espagnole a été davantage ignoré [par presque toute l'inépuisable historiographie de la guerre civile espagnole] que la question du soutien logistique, financier, diplomatique

21 Associação de Praças, «Dia Nacional», <http://www.apracas.pt/paginas/6/dia-nacional/>, consulté en septembre 2020.

22 Cf. Enzo Traverso, « Antifascism between collective memory and historical revisions », Hugo García, *et al* (dir.), *Rethinking Antifascism. History, Memory and Politics, 1922 to the Present*, NY/Oxford, Berghan Books, 2016, 321-338 ; Manuel Loff, « La guerre d'Espagne... », *art. cit.*

23 Cf. Iva Delgado, *Portugal e a Guerra Civil... op. cit.*, pp. 180-87.

24 Varela Gomes, *Guerra de Espanha... op. cit.*, p. 55.

et politique d'Oliveira Salazar et de l'*Estado Novo* au soulèvement nationaliste²⁵. »

Treize ans après le 25 Avril, Varela Gomes estimait que : « enterrés dans le silence par l'odieux régime Salazar-Caetano, [les combattants portugais contre Franco] sont toujours considérés comme inexistantes par ce régime démocratique singulier qui nous gouverne ». La motivation de Varela Gomes était très claire quant à l'usage politique du passé :

« Honorer leur vie et leurs actions – c'est-à-dire les ressusciter – constitue non seulement un acte de justice, mais surtout un acte patriotique ; c'est une déclaration antifasciste – malheureusement encore nécessaire – aujourd'hui face à un pouvoir bourgeois qui prétend faire tomber le fascisme dans l'oubli ; et, à bien des égards, [...] le réhabiliter²⁶ ».

L'ouvrage déjà cité de César Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil de Espanha*, est le seul, aujourd'hui encore, à témoigner d'un effort de systématisation de la pluralité politique et sociale des Portugais ayant participé à la lutte pour la République et contre l'avancée du fascisme en Espagne. Cette synthèse descriptive, documentaire et interprétative a servi, depuis, de point de départ aux recherches de nombreux autres chercheurs. Elle mesure l'importance de la participation des émigrés économiques portugais à la guerre civile espagnole (en particulier dans les régions des Asturies et de León, l'auteur ayant tendance à sous-estimer la Catalogne et la Galice), parallèlement au rôle plus visible des exilés politiques qui, pour leur part, ont surtout occupé des chercheurs comme Cristina Clímaco et Heloisa Paulo. Oliveira souligne l'articulation différenciée entre : les « militaires et civils républicains, en particulier ceux issus des rangs du Parti républicain portugais (PRP) et les tentatives de sédition militaire organisées au Portugal » entre 1927 et 1931 ; les « anarchistes et anarcho-sindicalistes qui entretiennent traditionnellement des relations avec les organisations

25 César Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil... op. cit.*, p. 263.

26 Varela Gomes, *Guerra de Espanha... op. cit.*, pp. 55-56.

homologues espagnoles, et dont les origines remontent à la période de l'organisation du mouvement ouvrier portugais en 1870 » ; les « communistes [...] en lien avec le PCE et la section espagnole du Secours rouge international (SVI) » ; et les « exilés politiques indépendants », dont beaucoup finissent par rejoindre « pendant la guerre civile le PCP, le PCE ou le PSUC, accompagnant ainsi le mouvement d'adhésion au communisme qui se produit dans l'Espagne républicaine à partir de mai 1937²⁷. »

Oliveira est le premier à évoquer et à énumérer les organisations mises en place par les exilés portugais en Espagne : les « structures de contact et d'action créées par les exilés républicains » et anarchistes – les *Budas*, en particulier par Jaime Cortesão et Jaime de Morais²⁸ ; « la Fédération anarchiste des Exilés portugais (FAPE), membre de la Fédération anarchiste ibérique (FAI) », et « en contact [au Portugal] avec la Fédération anarchiste de la Région portugaise (FARP) [et] la CGT » ; le groupe anarchiste « *Núcleo Cultural Português de Madrid* » ; l'« *União Antifascista dos Portugueses Emigrados em Espanha* et l'*União dos Antifascistas Portugueses à Barcelona* », organisations « supposément dominées par les communistes » ; une *Maison des Portugais* à Madrid, référencée dans les archives de la PIDE/DGS ; la « radio *Fantasma*, émetteur anarchiste mis en place sous l'égide de la FAPE et du journal *Rebelião* », le « journal *Unir*, hebdomadaire du Front populaire portugais » – deux périodiques qui, « selon les informations des archives de la PIDE/DGS [...], étaient introduits au Portugal par diverses voies, depuis la France et Gibraltar²⁹ ». Lors du II^e Congrès international des écrivains antifascistes (Barcelone, Madrid et Valence, en juillet

27 César Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil... op.cit.*, pp. 264-265.

28 Les mémoires de Morais ont été publiés récemment, *Jaime de Morais, Apontamentos de uma vida*, organisation, préface et introduction de Cristina Clímaco et Heloísa Paulo, Bordeaux, Éditions Quatorze/Comité Sousa Mendes, 2020.

29 Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil... op. cit.*, pp. 267-269.

1937), Jaime Cortesão³⁰ a cherché à être le visage d'un « Portugal [qui] a voulu lutter, et qui se bat aux côtés de la République espagnole, non par le biais d'une résistance passive, mais directement en Espagne, où se trouvent environ deux mille Portugais dans les Brigades antifascistes [sic] », parce que, justement, « les Portugais savent que leur liberté et celle des peuples sont liées au sort de la guerre d'Espagne³¹ ».

En se fondant sur les recherches menées dans les archives de la PIDE/DGS³², des ministères portugais et espagnol des Affaires étrangères, dans les archives historico-militaires de Lisbonne et de Salamanque, ainsi que sur l'analyse critique qu'il fait de certains auteurs et témoignages (Carlos da Fonseca, Andreu Castells, les témoignages recueillis par Varela Gomes et les estimations chiffrées de celui-ci), César Oliveira conclut « qu'il est crédible d'affirmer qu'au moins 500 Portugais ont combattu dans les rangs républicains ». À ce chiffre, nettement inférieur aux deux mille hommes avancés par Cortesão, doit s'ajouter un nombre significatif de combattants républicains qui n'étaient pas recensés comme Portugais : « il n'aura pas été si compliqué [...] pour nombre des quatre mille Portugais qui travaillaient dans les mines des Asturies et résidaient depuis des années en Espagne, et dont les noms avaient été "espagnolisés", de se faire passer, assez facilement, pour des Galiciens ». « De même qu'un nombre de réfugiés espagnols a pu se cacher dans les montagnes de Castro Laboreiro pendant au moins 15 mois, un nombre considérable de combattants portugais en Espagne est peut-être revenu au Portugal et a échappé aux contrôles de la PVDE, de la GNR et de la PSP, avec

30 Voir son récit de la fuite vers la France, début 1939, à travers une Catalogne tragiquement dévastée par l'invasion franquiste, dans Óscar Lopes (dir.), *Jaime Cortesão*, Lisbonne, Arcádia, [1962], pp. 131-152, et dont la traduction française est publiée dans ce numéro.

31 Jaime Cortesão in César Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil... op. cit.*, pp. 269-270.

32 Jusqu'en 1991, les archives de la police politique n'étaient accessibles que par le biais de la Commission du livre noir sur le régime fasciste, avec laquelle César Oliveira collaborait régulièrement.

le soutien de leur famille et de leurs amis». Pour les seuls premiers mois de la guerre, César Oliveira réussit également à répertorier «la remise aux autorités policières portugaises (la police politique) d'un nombre relativement important de Portugais résidant en Espagne (...) accusés [par les franquistes] d'«être» «communistes», «anarchistes» ou «sympathisants» du Front populaire». Oliveira pense qu'ils proviennent «de lieux relativement proches de la frontière avec le Portugal» et, donc de régions rapidement tombées aux mains des rebelles franquistes; parmi eux, «une quarantaine environ», «rien qu'en 1936», a été «livrée par les nationalistes espagnols». Après la victoire finale du franquisme, 57 Portugais se trouvent enfermés dans le camp de concentration de San Pedro de Cardena, plusieurs autres à Alicante, Lleida et Barcelone, et «divers rapports» font état «d'environ trois centaines de Portugais internés dans les camps de concentration du sud de la France après la défaite de la République en Catalogne». «Tout au moins 45 Portugais, accusés de participation active à la résistance des milices républicaines contre la progression des colonnes militaires des «nationaux»» auront été remis à la PVDE, à la frontière hispano-portugaise. Dans les archives du ministère portugais des Affaires étrangères (MNE), Oliveira réussit encore à identifier «plus d'une vingtaine de Portugais fusillés par les «nationalistes» en diverses circonstances³³».

César Oliveira pouvait dire, à raison : «Les recherches que j'ai menées l'ont été dans un terrain pratiquement vierge, où il n'existait presque pas de références apportées par d'autres travaux publiés précédemment³⁴». Et ses recherches ont joué ce rôle essentiel des travaux fondateurs, en donnant du sens à de nouvelles lignes de recherche sur l'opposition portugaise dans les années 1930. Le cycle 1926-1939 de la résistance anti-salazariste est devenu un sujet d'étude et il attire toujours plus de chercheurs depuis la fin du

33 César Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil...op. cit.*, pp. 270-272 et 162.

34 *Idem*, p. 10.

20^e siècle. L'exil en Espagne, après la proclamation de la Seconde république (1931), puis la période décisive de la Guerre civile, ont attiré l'attention de Luís Farinha³⁵, de Heloisa Paulo³⁶ et, surtout, de Cristina Clímaco qui, à la fin du siècle dernier, dans ses recherches sur « l'émigration politique portugaise en France »³⁷, s'est penchée sur l'exil portugais en Espagne et la participation des exilés portugais dans la résistance déployée par la République espagnole contre Franco et ses alliés, Mussolini et Hitler.

Si Luís Farinha et Heloisa Paulo se sont consacrés, principalement, à l'étude des oppositions républicaines portugaises (donc, à leur implication et à leurs attentes quant à l'issue de la guerre d'Espagne), l'étude du PCP et de la CGT et/ou des anarchistes a fait l'objet d'une moindre attention, au contraire de ce que l'on pourrait croire. Pour ce qui est de la participation des anarchistes portugais à la guerre d'Espagne, ce sont principalement des militants anarchistes, comme Emídio Santana précédemment cité et Edgar Rodrigues, exilé libertaire au Brésil, qui ont produit les études et les recueils de documents les plus marquants³⁸. Dans le domaine universitaire, les travaux de

35 Cf. « Republicanismo e a Guerra Civil de Espanha: do Reviralhismo à Unidade Antifascista », *História*, n° 20, année XVIII, nouvelle série, mai 1996, pp. 16-29 ; « Os Reviralhistas e a Frente Popular Portuguesa », *História*, n° 28, année XIX, nouvelle série, jan./fév. 1997, pp. 4-16 ; « Exílio », Fernanda Rollo et al. (org.), *Dicionário de História da I República e do Republicanismo*, vol. I, Lisbonne, Assembleia da República, 2013, pp. 1268-1276 ; « Republicanos Portugueses Refugiados y Exiliados en España (1931-1936) », *Revista de Estudios Extremeños*, tome LXXI, Badajoz, Centro de Estudios Extremeños/Diputación Provincial de Badajoz, 2015, pp. 307-326.

36 « Os “Budas” », *História*, année XXIX, n° 91, 2006, pp. 45-50 ; « Exilados Republicanos: os grandes esquecidos », 1910-2010. *Comunicação e Educação Republicanas*, Ana T. Peixinho, Clara A. Santos, (dir.), Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2011, pp. 83-92 ; « Une vision commune du républicanisme : la coopération entre les exilés portugais et les républicains espagnols (1931-1939) », *Exils et migrations ibériques au XX^e siècle*, nouvelle série, n° 8, 2016, pp. 26-43.

37 « A emigração política portuguesa em França. A fase de Paris (1927-1931) », *História*, n° 28, année XIX, nouvelle série, jan./fév. 1997, pp. 17-31 (30).

38 *Breve história do pensamento e das lutas sociais em Portugal*, Lisbonne, Assírio & Alvim, 1977 ; *A Resistência anarco-sindicalista à Ditadura (Portugal, 1922-1939)*,

João Freire demeurent les plus importants sur l'anarchisme portugais de la première moitié du 20^e siècle³⁹.

Pour le PCP, la guerre d'Espagne s'inscrit dans une période particulièrement difficile, qui débute par l'emprisonnement de son secrétaire général, Bento Gonçalves, en 1935 (qui meurt au camp de Tarrafal, en 1942, sans jamais retrouver la liberté), se poursuit par sa suspension de la Troisième Internationale (1938) et se termine par sa réorganisation en 1940-1941. Pour ce qui est des études sur le PCP et la guerre d'Espagne, ce sont les relations tendues entre le PCP et les autres composantes d'une opposition antifasciste très divisée, exacerbées par le contexte d'échec du Front populaire portugais, qui, d'une manière ou d'une autre, ont suscité le plus d'attention chez les chercheurs. De la même manière, la présence d'Álvaro Cunhal à Madrid au moment de l'*alzamiento* franquiste est devenue l'un des éléments les plus récurrents dans la construction de la mémoire communiste portugaise associée à la guerre d'Espagne⁴⁰. La résistance populaire au coup d'État dans la capitale de la République espagnole, que Cunhal décrira de nombreuses années plus tard, à Viale Moutinho, comme « très belle », pleine d'un « courage inégalable dans la lutte contre les fascistes⁴¹ », ne pouvait que produire un immense effet sur le jeune militant de 22 ans. Et 60 ans plus tard, dans l'un de ses derniers romans, *A Casa de Eulália*, signé de son pseudonyme Manuel Tiago, il décrira la fascination qu'il a ressentie pour « une grande ville engagée, sous un soleil torride, dans un tourbillon orageux de chocs,

Lisbonne, Editora Sementeira, 1981.

39 Cf. João Freire, *Anarquistas e operários. Ideologia, ofícios e práticas sociais: o anarquismo e operariado em Portugal, 1900-1940*, Porto, Afrontamento, 1992. Cf. aussi João Freire, « Sobre o anarquismo português e a Guerra de Espanha », Rosas (dir.), *Portugal e a Guerra Civil de Espanha*, Lisbonne, Edições Colibri, 2007, pp. 197-207.

40 Pour une analyse des raisons qui poussent Cunhal à entreprendre un voyage en Espagne à la veille de la Guerre civile, voir José Pacheco Pereira, *Álvaro Cunhal. Uma biografia política*, vol. 1 (« "Daniel". O Jovem revolucionário (1913-1941) », Lisbonne, Temas & Debates, 1999, pp. 190-193.

41 José Viale Moutinho, *No pasarán! Cenas e cenários da Guerra Civil de Espanha*, préface de Raúl Morodo, Lisbonne, Editorial Notícias, 1998, p. 202.

de manifestations, de conflits armés et d'attentats. Et de contrastes. Et de surprises⁴²». Aux premiers jours de la guerre, Cunhal assiste et participe à l'assaut de la caserne de la Montaña, qui marque la défaite des militaires rebelles à Madrid et assure au gouvernement républicain le contrôle de la capitale. Puis, à la prison de Carabanchel, Cunhal prend part aux secours portés à ceux qui ont été blessés en défendant Madrid. Il s'engage aussi dans la fondation de l'Union antifasciste des résidents portugais en Espagne (UAPRE) et, parallèlement, dans celle du Front populaire portugais (FPP)⁴³. De Madrid, il part pour Paris, puis il retourne au Portugal, en compagnie de Francisco de Paula Oliveira (*Pável*). Tous deux se trouvent, après leur retour, confrontés à « des tendances [se manifestant au sein du PCP] associées à une forte composante de violence comme forme de solidarité avec le peuple espagnol ». Pour João Madeira, « l'envoi de militants pour combattre en Espagne [...] résulterait ainsi de circonstances particulières, que ce soit la radicalisation ou la persécution policière, et l'organisation de détachements de volontaires pour combattre en Espagne n'était pas un objectif central⁴⁴ ». Propos partagés par Pacheco Pereira, pour qui le PCP prend rapidement conscience que la guerre d'Espagne, en l'obligeant à une mobilisation redoublée, au Portugal et à l'extérieur, et à un effort de solidarité active, aggravait tous les problèmes d'une organisation clandestine qui, de la sorte, prêtait doublement le flanc à la répression. En 1937, Cunhal rappelle à un représentant de l'Internationale « qu'il faut apporter une aide immédiate aux camarades qui luttent à l'intérieur. Le Portugal est aujourd'hui un front important dans la guerre d'Espagne », et il énumère les différentes mesures prises par Salazar en faveur de la fascisation du régime (Légion portugaise, Jeunesse portugaise, déportations). *Pável* insiste dans le même sens :

42 *A Casa de Eulália*, Lisbonne, Editorial *Avante!*, 1997, p. 24.

43 Manuel Loff, « Espanha », in AA.VV., *Cunhal. Cem anos. 100 palavras*, Porto, Associação de Jornalistas e Homens de Letras do Porto, 2013, pp. 74-77.

44 João Madeira, *História do PCP. Das origens ao 25 de Abril (1921-1974)*, Lisbonne, Tinta da China, 2013, p. 51.

« Nous sommes sans doute d'accord pour envoyer en Espagne le plus grand nombre possible de camarades qui puissent aider à la grandiose lutte du peuple espagnol. Cependant, compte tenu de la position du Portugal en tant que place d'armes du fascisme international contre la révolution espagnole, nous pensons que la plus grande attention doit être accordée à l'organisation de la lutte au Portugal⁴⁵. »

C'est dans ce contexte qu'il faut lire le discours du PCP lui-même, sorti de la plume de Domingos Abrantes, militant communiste historique, qui, en 2011, à l'occasion du 75^e anniversaire du début de la guerre d'Espagne, écrivait :

« Ignorant les raisons, ou les explications [...] de la non-constitution d'une Brigade exclusivement formée de Portugais et du nombre peu significatif de ceux qui ont rejoint les Brigades internationales, on en conclut une faible adhésion aux appels du PCP à aller combattre en Espagne pour la République populaire et, au passage, on minimise la participation portugaise en général et celle des communistes en particulier ».

Lorsqu'Abrantes reconnaît que « le fait de ne pas avoir retrouvé, à ce jour, le document élaboré par le Parti, avec la liste de ses militants qui avaient participé à la guerre jusqu'en 1938, rend difficile la clarification de la participation réelle du Parti à la guerre d'Espagne », il renoue avec le débat qui avait eu lieu au sein des oppositions portugaises dans les années 1930 : « quelle autre force peut revendiquer une action de solidarité avec l'Espagne populaire comparable à celle du PCP ? Quelle autre force a appelé régulièrement à la lutte contre la politique interventionniste de Salazar, au sabotage du ravitaillement des armées franquistes, à la solidarité matérielle avec les antifascistes espagnols et à la lutte en Espagne pour la défense de la République populaire ? » Il ajoute toutefois que « le fait que le PCP ait reconnu

45 Álvaro Cunhal et Pável, cités in José Pacheco Pereira Pereira, *Álvaro Cunhal...*, vol. 1, p. 251. Cf. aussi João Brito Freire, « O Partido Comunista Português e a Guerra Civil de Espanha », Fernando Rosas (dir.), *Portugal e a Guerra... op. cit.*, pp. 177-196.

[en 1937] l'insuffisance de la solidarité envers le peuple espagnol au Portugal et son retard comparativement au mouvement de solidarité internationale ne peut conduire à la conclusion que les communistes portugais ont à avoir honte de cette insuffisance». Abrantes révèle, ainsi, la gêne relative qui persiste dans la mémoire des communistes au sujet de la participation portugaise à la guerre. Concernant le soutien aux réfugiés et fugitifs espagnols, que nous aborderons plus loin, le dirigeant communiste souligne que :

«la solidarité active du PCP envers les communistes et le peuple espagnols s'est prolongée bien au-delà de la guerre, tant dans le soutien aux réfugiés que dans le soutien à la réorganisation du PCE entreprise au début des années 1940. [...] Comme l'a expliqué le camarade Álvaro Cunhal, les camarades espagnols "nous ont demandé de l'aide pour que nous les recevions ici [au Portugal]. Et nous avons accepté; nous avons aussi fait passer de nombreux camarades espagnols en Espagne. De nombreux camarades responsables du Parti communiste espagnol se sont trouvés ici, dans nos maisons clandestines". [...] [À] la demande des camarades espagnols, le PCP s'est engagé à envoyer des dirigeants du Parti en Afrique du Nord; en plus d'avoir envoyé clandestinement en Espagne un membre de notre Comité central, qui y avait vécu, avec la mission d'aider le PCE à rétablir des contacts⁴⁶.»

Au-delà de l'étude du rôle des organisations antifascistes portugaises, les travaux de Cristina Clímaco sont essentiels pour comprendre l'articulation, presque toujours difficile en tout contexte, entre l'exil et l'émigration «économique» (adjectif habituellement utilisé pour procéder à une distinction très commune, mais pas toujours rigoureuse, entre l'émigration économique et celle supposée être «politique») dans l'Espagne des années 1930 : «Les Portugais qui se battent dans l'Espagne républicaine sont des émigrants

46 Domingos Abrantes, «O PCP e a Guerra de Espanha (1936-1939)», *O Militante*, n° 313, sept./oct. 2011, <http://www.omilitante.pcp.pt/pt/314/Historia/629/O-PCP-e-a-Guerra-de-Espanha-%281936-1939%29.htm> (consulté en septembre 2020).

économiques qui vivaient en Espagne depuis quelques années ou qui y sont arrivés alors qu'ils étaient encore jeunes, des émigrés économiques en France, en Amérique du Sud et il y a même des cas d'émigrés aux États-Unis», auxquels se sont joints «des exilés républicains et anarchistes, des Portugais arrivés directement du Portugal, dont des communistes⁴⁷ ». Clímaco démontre comment les oppositions portugaises exilées en Espagne et, parmi celles-ci, les républicains et les anarchistes, en particulier, participent aux luttes des courants homologues espagnols, cédant à ceux-ci une partie importante de leur matériel de guerre et en déposant en eux tous leurs espoirs. C'est ce qui se passe en 1934, lorsque :

«l'opposition portugaise a misé sur la gauche espagnole en mettant son avenir entre les mains des socialistes espagnols, et elle perd le pari. Le mouvement d'octobre [1934], s'il avait eu lieu, n'aurait certainement été qu'une révolte de plus contre le régime, mais c'est l'espoir de renverser la dictature qui anime et fait vivre les exilés, et ceux-ci font cause commune avec l'opposition espagnole.»

Pendant l'année et demie qui suit la révolte des Asturies jusqu'à la victoire du Front populaire, en février 1936, «la coexistence en prison entre les gauches portugaise et espagnole, qui partagent le même quotidien et les espoirs de changement de régime, renforce les liens de solidarité, qui trouveront toute leur expression durant la guerre d'Espagne». De nouveau, en 1936, «comme en 1934, les événements espagnols l'emportent sur le destin portugais. Le soulèvement des nationalistes espagnols, en juillet 1936, empêche la révolution portugaise, sur le point d'éclater, de se concrétiser». Après la défaite de 1939, «la gauche espagnole et l'opposition portugaise en exil suivront des chemins parallèles, partageant en de nombreuses occasions le même destin tragique»⁴⁸.

47 «O Reviranhismo e a República espanhola (1931-1936)», *História*, n° 31, année XIX, nouvelle série, jan./fév. 1997, pp. 46-56 (49).

48 Cristina Clímaco, *Republicanos, anarquistas e comunistas no exílio (1927-1936)*, Lisbonne, Colibri, 2017, pp. 267-68, 347. L'auteur présente dans cet ouvrage une

Clímaco associe ainsi, de manière décisive, les destins de l'exil portugais aux processus de changement politique qui ont eu lieu en Espagne entre 1931 et 1939. Son étude, publiée en 1995, sur les Portugais dans les camps de réfugiés en France, où sont également internés des centaines de milliers de républicains espagnols et de réfugiés de toutes nationalités ayant fui, en 1939, l'occupation franquiste, a constitué une étape importante dans le processus visant à rendre visible la participation portugaise à la guerre d'Espagne. Encore que, comme l'auteur le souligne, à partir de septembre 1939, avec l'entrée en guerre de la France « et le virage à droite qui, depuis quelque temps, avait guidé la politique française, des mesures sont prises contre les résidents étrangers [...] qui, par conséquent, sont internés dans des camps⁴⁹ ». Ainsi, des immigrés portugais en France se joignent aux réfugiés portugais d'Espagne, ce qui mène Clímaco à rectifier la déduction faite, des années auparavant, par César Oliveira, pour qui l'ensemble des internés portugais auraient combattu dans les rangs républicains. Plus tard, Clímaco suit également le parcours de quelques-uns de ces internés pendant la Seconde Guerre mondiale, dont certains sont faits prisonniers de guerre par les armées du III^e Reich ou sont internés dans les camps de concentration nazis⁵⁰. Rui Aballe Vieira, pour sa part, étudie depuis peu les « prisonniers de guerre portugais dans le système concentrationnaire franquiste (1936-1940) »⁵¹.

grande partie de sa thèse de doctorat, soutenue en 1998 à l'Université Paris 7 – Denis Diderot, la période postérieure à 1936 demeure inédite.

49 Cristina Clímaco, « Portugueses nos campos do Sudoeste de França (1939-1941) », *Penélope*, n° 16, 1995, pp. 25-61 (25-26).

50 Ansgar Schaefer, Cláudia Ninhos, Cristina Clímaco, « Prisioneiros de guerra portugueses do Reich (1940-1945) », Pedro Oliveira (dir.), *Prisioneiros de guerra. Experiências de cativeiro no século XX*, Lisbonne, Tinta da China, 2019, pp. 161-181.

51 Titre du chapitre dont il est l'auteur in Pedro Oliveira (dir.), *Prisioneiros de guerra... op. cit.*, pp. 130-162. Auparavant, Vieira a étudié la *Missão Militar Portuguesa em Espanha* et, indirectement, les *Viriatos* portugais ayant combattu du côté franquiste : *Tomar o Pulso ao Tigre : Missões Militares Portuguesas em Espanha, entre a vigilância e a cooperação (1934-1939)*, mémoire de Master en histoire contemporaine, FCSH – UNL, 2011.

... et des « héros » encore plus méconnus : les émigrés portugais en Espagne

La grande lacune qui reste à combler dans l'histoire de la participation portugaise à la guerre d'Espagne est l'étude de la mobilisation des émigrés portugais du côté de la République. Pour cela, il faut prendre en compte, d'une part, le poids de l'invisibilité des Portugais au sein des volontaires étrangers ayant participé à ce « très vaste mouvement de solidarité » qui « constitue un moment unique dans l'histoire de l'Europe », et dont « les Brigades internationales ne peuvent être considérées que comme la partie émergée de l'iceberg⁵² ». En 1997 déjà, Cristina Clímaco écrivait que « l'absence de références sur les Portugais dans l'historiographie internationale de la Guerre civile et des Brigades internationales rend difficile » l'estimation du « nombre de Portugais qui auraient combattu en faveur du gouvernement républicain⁵³ ». D'autre part, sur cette invisibilité, notamment en comparaison de la relative visibilité acquise par les exilés politiques dans l'historiographie, pèsent également la nature de la catégorie « émigrés portugais » et leur degré élevé d'intégration dans les différentes communautés espagnoles où ils ont (re)fait leur vie. Dans le cas de la Galice, cette invisibilité est encore plus frappante, comme le fait remarquer Dionísio Pereira, parce que :

« le pays d'accueil était très similaire sur le plan de la langue et des habitudes de sociabilité [à celui du pays d'origine des immigrants]. Ainsi, les travailleurs portugais installés en Galice peuvent être considérés à tous égards (y compris politique et sociétal) comme des Galiciens ayant des racines de l'autre côté du [fleuve] Minho ; ce n'est pas seulement une approche universitaire, mais aussi une perception populaire. Ils étaient, à tous égards, "des Galiciens et des Galiciennes d'origine portugaise"⁵⁴. »

52 Rémi Skoutelsky, *Novedad en el frente. Las Brigadas Internacionales en la guerra civil*, trad. esp., Madrid, Temas de Hoy, 2006, p. 48.

53 Cristina Clímaco, « O reviralhismo e a República... *art. cit.* », p. 49.

54 « Os portugueses e portuguesas foron represaliados polos franquistas polo seu compromiso coas loitas sociais » (entretien avec Dionísio Pereira), *Praza*, 3 février

Par ailleurs, et exactement comme pour l'immense majorité des volontaires des Brigades internationales, nous avons toutes les raisons de croire que les Portugais émigrés en Espagne, qui ont intégré les milices socialistes, anarchistes et communistes, qui se sont enrôlés dans les rangs de l'Armée populaire de la République (que le gouvernement du Front populaire a constitué à partir d'octobre 1936), voire ceux qui se sont engagés dans les Brigades internationales⁵⁵, ont reproduit la lecture de Rémi Skoutelsky selon laquelle « s'il y a eu une armée prolétarienne dans l'histoire contemporaine, c'est bien celle des Brigades internationales »⁵⁶, lecture qui conteste ainsi l'image classique mais sociologiquement illusoire selon laquelle la guerre d'Espagne aurait été « une guerre de poètes »⁵⁷.

En l'absence d'une étude globale sur la participation des Portugais à la lutte pour la République espagnole, des études réalisées à l'échelle régionale s'avèrent essentielles pour comprendre la composition sociale de l'immigration portugaise en Espagne et, en particulier, pour connaître ceux qui, s'étant engagés volontairement dans le conflit ou se voyant entraînés par le tourbillon de la répression exercée dans les régions peu à peu conquises par les franquistes, ont été assassinés ou victimes de représailles. L'étude la plus complète est celle de Dionísio Pereira sur les émigrés portugais en Galice « qui ont payé avec leurs compagnons et compagnes du nord [du fleuve Minho] un prix injuste pour leur désir de vie meilleure »⁵⁸. Dans le

2014, in <https://praza.gal/cultura/los-portugueses-e-portuguesas-foren-represaliados-polos-franquistas-polo-seu-compromiso-coas-loitas-sociaisr>, consulté en septembre 2020.

55 Même si, dans ce cas, il s'agit surtout d'émigrés portugais en France qui se seraient engagés avec leurs camarades français.

56 Skoutelsky, *Novedad en el frente...*, p. 175. 92 % des volontaires français (le plus important contingent de brigadistes) étaient salariés et, parmi eux, 80 % étaient ouvriers, une proportion similaire à celle des volontaires britanniques, nord-américains, luxembourgeois....

57 Hugh D. Ford, *A poets' war: British poets and the Spanish Civil War*, Pennsylvania University Press, Oxford University Press, 1965.

58 Dionísio Pereira, *Emigrantes, exilados e perseguidos. A comunidade portuguesa na Galiza (1890-1940)*, s.l., Associação Galega da Língua, 2013, p. 201. (Note :

cadre du projet *Nomes e Voces* mené par les universités galiciennes de Saint-Jacques-de-Compostelle, de Vigo et de La Corogne, ont été recensés, au cours des années 2000, « 15.000 personnes ayant subi des représailles [en Galice], dont au moins 4.700 personnes assassinées⁵⁹ ». Dans ce recensement, Pereira a identifié 353 immigrants portugais victimes de la répression franquiste, dont 25 femmes ; 63 d'entre eux ont été assassinés : 34 par « mort extrajudiciaire », douze par fusillement ; une seule de ces victimes avait « combattu dans l'armée républicaine⁶⁰ ». Quant à leur statut socioprofessionnel, Pereira a trouvé des *carrilanos* (des ouvriers qui travaillaient à la construction de la ligne de chemin de fer Zamora-La Corogne, « très nombreux surtout dans la province d'Orense », notamment pour le tronçon Canda-A Gudiña ; sept d'entre eux ont été assassinés), mais aussi des mineurs, des tailleurs de pierre et des maçons, des journaliers, des scieurs, des menuisiers, des ouvriers agricoles, des femmes au foyer, des ouvrières agricoles et des bonnes. « À quelques rares exceptions (environ 3 % du total), les Portugaises et les Portugais arrêtés, poursuivis ou assassinés, étaient des travailleurs manuels », contrairement à la moyenne des *represaliados* galiciens, dont un tiers environ appartenait aux « classes moyennes et professionnelles ». 85 % des Portugais victimes de représailles étaient originaires des districts portugais situés au nord du Douro⁶¹.

Après confirmation par diverses autres sources⁶², Pereira assure que « ce qui s'est passé en Galice avec les citoyens portugais a également eu lieu dans d'autres régions de l'État espagnol (Andalousie, Estrémadure, Asturies/Léon/Zamora et surtout en Catalogne), où il y avait aussi d'importantes communautés d'émigrés portugais ». En partant d'une étude de Marcelino Laruelo sur les Asturies, pour la

cet éditeur utilise la norme réintégrationniste du galicien, qui présente des différences par rapport au galicien normatif et au portugais.)

59 Lourenzo Fernández Prieto, « Limiar », Dionisio Pereira, *Emigrantes, exilados...* *op. cit.*, p. 16. Cf. le site web du projet : <http://www.nomesevoces.net/>

60 Cf. Tableau I, Dionisio Pereira, *Emigrantes...* *op. cit.*

61 *Idem*, pp. 130-131.

62 *Idem*. Sources listées pp. 133-134.

période 1936-1940⁶³, qui a répertorié trente-deux Portugais « victimes de représailles ayant entraîné la mort » (dont quatorze fusillés) et vingt « morts au combat dans l'Armée populaire de la République », Pereira conclut qu'il existe des « affinités » entre ces résultats et le profil des Portugais victimes de représailles en Galice relativement à « la diversité de leurs engagements politiques (CNT, PCE, PSOE-UGT) », aux « méthodes utilisées par les bourreaux (fusilllements, *paseos*, décès en prison résultant de mauvais traitements et de maladies...) », ou encore au profil socioprofessionnel (travailleurs manuels, surtout des mineurs, des ouvriers ou des journaliers dans les Asturies). La grande différence entre les Asturies et la Galice réside dans le fait que, dans la première, près de 40 % des Portugais ont trouvé la mort sur le champ de bataille, du côté républicain, et que, dans la seconde, l'occupation rapide du territoire par les troupes nationalistes a empêché la constitution d'un front de guerre. De même, la surreprésentation des Portugais originaires du nord du Portugal s'estompe un peu dans les Asturies, puisque les mines de la région ont également attiré des travailleurs migrants des provinces portugaises de deux Beiras et de l'Alentejo⁶⁴.

Nous savons combien il est difficile pour l'historien d'entrer dans la vie de ceux qui n'ont pas laissé de documents écrits, de correspondance organisée, de photographies... or, ne pas laisser de traces c'était,

63 *La libertad es un bien muy preciado*, Gijón, En la Estela de Aldebarán, 1999. Autres études régionales faisant référence aux Portugais victimes de représailles et/ou ayant combattu du côté de la République : J. Arriaza, J. Castejón, Utrera 36. *Ocupación militar y represión*, Séville, Muñoz Moya Editores Extremeños, 2007 ; J. J. Antequera Luengo, J. J. Luengo Jiménez, *La acción falangista en Huelva (1936)*. *Documentos de la Prisión Provincial*, Séville, Editorial Facediciones, 2010 ; Wenceslao Álvarez, Secundino Serrano, *La Guerra Civil en León*, León, Edilesa, 2009.

64 Dionisio Pereira, *Emigrantes, exilados... op. cit.* pp. 136-137. L'étude de Laruelo porte sur les victimes de répression décédées, ce qui empêche une « évaluation précise des représailles n'ayant pas entraîné la mort » (p. 135). Aballe Vieira a constaté une « prédominance de personnes originaires du Minho et de Beira » parmi les prisonniers portugais du camp de San Pedro de Cardeña (« Les prisonniers de guerre portugais... » *art. cit.*, p. 137).

et c'est encore, la norme chez les ouvriers, les paysans et les salariés des classes populaires. Ajoutons à cela la nécessité, pour les vaincus et les victimes de représailles, quand ils survivent à la répression, d'enfouir profondément dans leur mémoire leurs souvenirs matériels et de dissimuler aux autres des récits qu'il leur faut garder secrets pour pouvoir s'adapter au nouvel ordre répressif; une stratégie qu'en général, la première génération de descendants reproduit de façon radicale. Nous avons là les principaux ingrédients qui ont fait tomber dans l'oubli cette composante de la mémoire antifasciste portugaise. C'est d'ailleurs pour tenter de la récupérer que Josep Sánchez Cervelló et moi-même développons actuellement un projet de recherche, au sein du *Centro Documental de la Memoria Histórica* (Archives historiques nationales, Section Guerre civile, à Salamanque) et aux archives de la PIDE/DGS (Archives nationales-Torre do Tombo, à Lisbonne). Nous sommes cependant parfaitement conscients que, sauf cas très rares, nous nous trouvons limités à la documentation policière, donc aux archives de la répression, pour faire l'histoire de ceux qui ont essayé d'échapper au contrôle des autorités policières et/ou militaires lors de leurs choix de vie, et ce avant même la guerre de 1936-1939. Or, ce sont ces mêmes autorités qui ont conservé des documents qui nous permettent aujourd'hui de restaurer cette période si marquante de la vie de ces émigrés. Il existe peu de situations aussi paradoxales, parmi celles auxquelles un chercheur peut avoir à se confronter, que celle d'être contraint d'utiliser les sources produites par les bourreaux pour faire l'histoire des victimes.

Quoi qu'il en soit, d'après les informations que nous avons recueillies jusqu'à présent, parmi les Portugais livrés par les autorités franquistes à la police portugaise, surtout après 1939, semble émerger, pour ce qui est des victimes portugaises de représailles, un profil sociologique et géographique qui se rapproche davantage de celui que Dionisio Pereira a esquissé pour les Asturies que de celui de la Galice. À cela s'ajoute la variable politique, qui aide à expliquer l'absence manifeste de récits dans la mémoire antifasciste portugaise : de façon prévisible, bien qu'ils aient été politiquement organisés dans des partis

et des syndicats espagnols, la grande majorité de ces émigrés, une fois rapatriés au Portugal, ne reprennent pas une activité politique dans les organisations clandestines portugaises, et en particulier au sein du PCP, organisation qui a le mieux survécu à la répression des années 1936-1940, la CGT et les socialistes ayant eu des difficultés à surmonter les vagues de répression des années 1930, en particulier celle qui suit la grève révolutionnaire du 18 janvier 1934.

Rares sont les lieux publics de mémoire de la lutte des Portugais ayant participé à cet « immense mouvement de solidarité » dont parle Skoutelsky, que ce soit au Portugal (à l'exception des marins de 1936, par exemple) ou en Espagne. Encore plus rares sont les lieux de mémoire spécifiquement dédiés aux émigrés portugais qui ont subi la vengeance franquiste dans les mêmes conditions et circonstances que leurs compagnons espagnols. Alors que des milliers de monuments en mémoire des *represaliados* s'étalent à travers le territoire espagnol, le Portugal peine à honorer ses nationaux, victimes des représailles franquistes. Le premier monument, et apparemment le seul à ce jour au Portugal, a été inauguré en mai 2012 à l'initiative de la Casa Museu de Monção et de la mairie de Monção, alors administrée par le Parti socialiste (PS), dans cette ville frontalière du nord du Portugal⁶⁵. La cérémonie à Monção a eu lieu un mois après une cérémonie similaire à Orense et deux mois avant le dévoilement d'une plaque commémorative sur la route allant du village de Campobeceros à celui de Portocamba, dans la municipalité galicienne de Castrelo do Val. Ce

65 Cf. Henrique Barreto Nunes, « Homenagem aos portugueses mortos pelo franquismo na Galiza », *Forum*, n° 47-48, 2012-2013, pp. 239-240. L'initiative a reçu le soutien de l'Institut d'Histoire contemporaine de l'Université nouvelle de Lisbonne, du Centre d'Études d'Histoire contemporaine de l'ISCTE (Institut universitaire de Lisbonne) et de la Fondation Mário Soares. Cf. aussi « Monção perpetua memória das vítimas portuguesas do franquismo na Galiza! », 14 mai 2012, in http://www.cm-moncao.pt/portal/page/moncao/portal_municipal/noticias?id_noticia=11821 (consulté en septembre 2020).

dernier monument a été vandalisé en 2017, certainement pour des raisons politiques et restauré en août 2020⁶⁶.

Solidarité : la tragédie des réfugiés et des populations frontalières

La tragédie des réfugiés espagnols, les *rojos*, qui ont cherché à sauver leur vie en traversant la frontière portugaise occupe une autre place de choix dans la mémoire collective portugaise, en particulier, dans les régions frontalières. Le mépris effronté du régime de Salazar envers les normes internationales en matière d'asile et de refuge, - régime qui persécutait les réfugiés espagnols, les arrêtait et les livrait aux autorités civiles et militaires franquistes -, a contrasté avec la solidarité de nombreuses populations. Solidarité assumée individuellement ou collectivement, à travers des gestes d'une valeur éthique intrinsèque qu'il est socialement difficile de retrouver dans des contextes similaires. Déjà en 1987, César Oliveira soulignait qu'il s'agissait « de l'une des questions les plus fréquemment évoquées par les rares auteurs qui avaient traité du rôle du Portugal pendant la guerre civile espagnole » ; sans doute parce que la remise des réfugiés espagnols aux franquistes avait fait l'objet, pendant la guerre, d'une « plainte contre le Portugal déposée au "Comité de Londres" par le gouvernement républicain de Madrid⁶⁷ ». Avant Oliveira, Iva Delgado avait déjà traité de cette question sur le plan diplomatique⁶⁸. C'est d'ailleurs surtout à propos de cette dimension internationale que Filipe Ribeiro de Meneses, dans une biographie globalement élogieuse de la politique extérieure de Salazar, reconnaît que « c'est le

66 Cf. *Nomes e Voces*, « Campobecerros homenaxe a os carrilanos portugueses asasinados polo fascismo », 25 juin 2012, <http://www.nomesevoces.net/gl/post/campobecerros-homenaxe-os-carrilanos-portugueses-asasinados-polo-fascismo/> (consulté en septembre 2020) ; et HISTAGRA, « Vandalismo contra el monumento a los carrilanos asasinados en Castrelo do Val en 1936 », in <http://histagra.usc.gal/en/novas/539/vandalismo-contra-el-monumento-a-los-carrilanos-asasinados-en-castrelo-do-val-en-1936> (consulté en 2020)

67 César Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil...* op. cit., p. 155.

68 Cf. Iva Delgado, *Portugal e a Guerra Civil...* op. cit., pp. 93-98.

traitement des réfugiés espagnols qui assombrit le plus la réputation de Salazar à cette période⁶⁹ ».

Tant dans l'historiographie que dans la reconstruction de la mémoire collective portugaise, la question de la dénonciation est presque toujours associée au massacre que les franquistes ont perpétré à Badajoz, près de la frontière portugaise, en août 1936. Il s'agit là d'un autre événement tragique de la guerre, sujet d'une longue campagne de mensonges institutionnels de la part de l'Espagne franquiste, pour lesquels celle-ci a pu compter sur divers soutiens internationaux⁷⁰. Au début des années 1980, alors que certaines communautés frontalières n'avaient pas encore entamé le processus de récupération de la mémoire de la solidarité, le témoignage de Mário Neves, jeune journaliste au *Diário de Lisboa* en 1936, provoque la résurgence de cette mémoire. Après qu'Iva Delgado ait publié dans son livre sur le conflit espagnol la version non censurée de la chronique du massacre, envoyée par Neves au *Diário de Lisboa* le 17 août 1936⁷¹, publiée intégralement pour la première fois au Portugal, l'ancien journaliste se décide à publier, en 1985, son propre « aveu » sous la forme d'une édition intégrale de ses chroniques d'août 1936, tronquées et censurées à l'époque par le *Diário de Lisboa*⁷². Neves déclare alors : « ce livre est une libération et représente un soulagement pour ma conscience après presque un demi-siècle d'oppression, dominé par le remords constant d'avoir presque laissé tomber dans l'oubli le témoignage de l'un des événements les plus terribles dont j'ai été témoin de toute

69 Filipe Ribeiro de Meneses, *Salazar. Uma biografia política*, Lisbonne, Dom Quixote, 2009, p. 223.

70 Cf. une version récente, diffusée par la Fundación Nacional Francisco Franco, A. Manuel Barragán Lancharro, « La matanza de la plaza de toros de Badajoz en 1936 », 3 janvier 2013, <https://fnff.es/historia/240142853/la-matanza-de-la-plaza-de-toros-de-badajoz-en-16.html> (consulté en septembre 2020).

71 Cf. Iva Delgado, *Portugal e a Guerra Civil... op. cit.*, pp. 162-164.

72 *A chacina de Badajoz*, Lisbonne, Cadernos O Jornal, 1985. Le fait que Neves revienne sur ce sujet, 49 ans après les événements, s'explique en grande partie par sa collaboration avec John Blake et David Hart, les producteurs de la série documentaire *Spanish Civil War* (1982) pour *Granada Television*, diffusée à la télévision portugaise en 1984.

mon existence». Ce qui motivait Mário Neves, entre-temps devenu diplomate⁷³, c'était le désir de démontrer « le manque de sérieux qui a inspiré ceux qui, pour des raisons évidentes de propagande, ont voulu déformer la vérité, dénigrant le travail honnête de témoins à l'objectivité fidèle ». « L'exemple de Badajoz », assurait-il, « est peut-être l'expression la plus flagrante de cet effort de falsification si grave [de la réalité des événements]⁷⁴ ». Donc, bien avant la grande bataille qui - au début du 21^e siècle - s'initie en Espagne pour la mémoire de la guerre civile espagnole et de la répression, celle-ci était déjà présente dans le débat public portugais des années 1980. En Espagne, cette mémoire de la violence et de l'attitude éthique et politique adoptée par les différents acteurs émerge principalement grâce à la mobilisation manifeste des petits-enfants de républicains victimes de représailles, une génération très active, à l'opposé de l'attitude majoritairement passive adoptée par leurs parents pendant les années de la transition démocratique.

Au Portugal, c'est César Oliveira, une fois de plus, qui, le premier, récupère la mémoire collective des régions frontalières portugaises qui ont fait face à l'afflux de réfugiés espagnols, en particulier pendant les premiers mois qui ont suivi l'*alzamiento*. « Militaires, membres de forces militarisées (*Carabineros*, *Guardia Civil*, *Guardia de Asalto*) et civils républicains » ont cherché à se réfugier dans notre pays. « À partir de janvier 1937, la raison principale de l'arrivée des Espagnols au Portugal » était la volonté de se soustraire à la « convocation et à la mobilisation pour le service militaire » dans l'armée franquiste « et la tentative de certaines classes de réservistes d'éviter la mobilisation ». Tous les réfugiés étaient livrés à la police politique (PVDE), « s'ils n'avaient pas de papiers d'identité ou s'ils étaient soupçonnés de gauchisme ou de républicanisme [,] et ce fut, du reste, l'attitude générale adoptée par les autorités ». La PVDE a joué un rôle central dans la répression des Espagnols fuyant la violence effrénée, perpétrée

73 À la chute de la dictature, Neves a été appelé au ministère des Affaires étrangères pour devenir le premier ambassadeur portugais dans la capitale soviétique.

74 Mário Neves, *A chacina de Badajoz... op. cit.*, pp. 11-12.

par les franquistes dans tous les territoires espagnols frontaliers avec le Portugal. Les réfugiés, dont le statut militaire ou militarisé était établi par les autorités, étaient « livrés à l'unité militaire la plus proche du lieu de capture ou de leur présentation aux autorités portugaises ». « Une autre catégorie de réfugiés », rappelle Oliveira, « se composait des individus favorables au soulèvement franquiste », ils bénéficiaient « facilement [de documents émis par] des consulats espagnols favorables aux franquistes ». « Une enquête était alors menée [sur ces réfugiés] [;] si leur affiliation “nationale” était prouvée, ils étaient laissés en liberté et bénéficiaient de facilités pour leur transit vers l'une des zones contrôlées par les franquistes ». Oliveira a estimé à au moins 1.350 les « “réfugiés rouges” dont il a été possible de contrôler effectivement la présence au Portugal », internés dans les forts de Caxias et de S. Julião da Barra, dans la région de Lisbonne, dans le fort de Graça, à Elvas, dans la délégation de la PVDE à Porto, ainsi que dans un camp de prisonniers improvisé à la Herdade da Coitadinha, près de Barrancos, où « selon les informations du commandant militaire de Beja, jusqu'à 806 Espagnols ont pu être concentrés⁷⁵ ». Un accord, conclu au moment même où Salazar rompait les relations diplomatiques avec le gouvernement de la République espagnole, a permis de transporter 1.500 de ces réfugiés à Tarragone à bord d'un bateau, le *Niassa*. Quoi qu'il en soit, Oliveira pensait que l'estimation du nombre de réfugiés pouvait être « bien supérieure à deux mille, et peut-être même largement dépasser les trois mille » étant donné que :

« de nombreux réfugiés [ont pu s'échapper] des lieux de détention parce qu'ils maintenaient des contacts fréquents avec des Portugais qui résidaient dans des villes frontalières ou parce qu'ils étaient protégés par d'autres Espagnols résidant au Portugal et sympathisants républicains⁷⁶. »

75 Il s'agit de deux lieux distincts : les *herdades* de Coitadinha et de Russianas.

76 César Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil...*, pp. 155-156 et 157-159. Dulce Simões fournit des données très complètes à ce sujet dans *Frontera y Guerra Civil española. Dominación, resistencia y usos de la memoria*, trad. esp., Badajoz, Diputación de Badajoz, 2013, pp. 268-303.

Si le gouvernement portugais et les populations frontalières n'ont pas été confrontés à un afflux supérieur de réfugiés espagnols, c'est uniquement parce que le Portugal a été rapidement perçu comme un refuge très peu sûr par ceux qui cherchaient à fuir les représailles franquistes ou, simplement, l'état de guerre. Pour un républicain espagnol, ou plutôt pour quiconque pouvait se sentir suspect aux yeux de cette large coalition franquiste de phalangistes, de militaires et de miliciens en uniformes divers, de prêtres et de propriétaires terriens de grande et moyenne envergure terrorisés par la perspective d'une révolution sociale (et qu'ils croyaient déjà en cours dans les régions qui restaient sous contrôle républicain), les forces de sécurité portugaises, en général, et la PVDE, en particulier, apparaissaient comme des alliées très loyales de ceux qui les élimineraient s'ils étaient pris sur le territoire espagnol contrôlé par les rebelles (comme d'ailleurs c'est arrivé dans la plupart des cas). En septembre 1936, le gouvernement républicain espagnol dénonçait déjà auprès du comité de non-intervention « l'aide constante » apportée par le gouvernement portugais aux « rebelles » franquistes, à savoir « la permission, contre tous les principes du droit des gens [,] de livrer aux factieux [franquistes] les réfugiés politiques d'Espagne qui [,] fuyaient le monstrueux massacre de Badajoz et les assassinats de masse perpétrés dans d'autres régions de l'Estrémadure et de la Galice [,] et pensaient sauver leur vie en franchissant la frontière portugaise⁷⁷ ». Des années avant Oliveira, Iva Delgado avait recueilli « des témoignages de journalistes français et américains sur la remise de réfugiés aux rebelles espagnols par les autorités portugaises », et avait consulté la documentation militaire et politique de Franco, qui faisait état, d'une façon générale, des « bonnes relations existantes entre les autorités nationalistes et la police politique portugaise » et,

77 Télégrammes du chargé d'affaires à Alicante au ministère des Affaires étrangères (MNE), dans lesquels il retranscrit une note du ministère d'État espagnol (gouvernement républicain) du 22 septembre 1936. *Ministério dos Negócios Estrangeiros, Dez Anos de Política Externa (1936-1947)*, vol. III, Lisbonne, Imprensa Nacional de Lisboa, 1964, doc. n° 371 et 372.

en particulier, de la pression directe exercée par Franco auprès du gouvernement portugais pour qu'il lui livre les réfugiés républicains arrêtés sur son territoire⁷⁸. Dans les années 1990, Maria da Conceição Ribeiro, dans son analyse des relations entre la PVDE et la *Dirección General de Seguridad* espagnole, mentionnait que « les archives du ministère de l'Intérieur [étaient] tout aussi riches en informations » sur « la reconduite à la frontière systématique et [sommaire] des républicains espagnols "indésirables" qui cherchaient à entrer au Portugal », « surtout », précise Ribeiro, « pendant les premières années de la Guerre civile », mais aussi après la fin du conflit, moment où « s'intensifie également la surveillance des Espagnols résidant au Portugal⁷⁹ ».

Quelques exemples saisissants sont présentés par César Oliveira dans son ouvrage de 1987. Fin septembre 1936,

« le commandant de la section de la GNR d'Amareleja [– municipalité de Moura, district de Beja –] informait que près de la rivière Ardila s'était concentrée une "colonne communiste composée de 500 à 600 hommes qui, empêchée d'entrer au Portugal, longeait la frontière en direction du nord ; une autre colonne composée de nombreux civils et carabiniers [...] a prévenu que ses hommes résisteraient jusqu'au dernier et qu'ils ne se rendraient pas au Portugal, sachant bien qu'ensuite celui-ci les livrerait plus tard aux nationalistes⁸⁰. »

D'autres rapports officiels de la GNR renforcent cette thèse. Des situations similaires se seraient produites « tout au long de la frontière des districts de Beja, Évora, Portalegre, Castelo Branco, Bragança, Vila Real et Viana do Castelo ». Dans la zone espagnole de Cedillo

78 Iva Delgado, *Portugal e a Guerra Civil... op. cit.*, pp. 95-96.

79 Maria da Conceição Ribeiro, *A polícia política no Estado Novo, 1926-1945*, Lisbonne, Editorial Estampa, 1995, p. 175. Cf. aussi Manuel Burgos Madroñero, « La Colonia Española en Portugal y la Guerra Civil (1936-1939) », *Historia* 16, n° 172 (août 1990), Madrid, pp. 12-22.

80 Sur le contexte, cf. Francisco Espinosa, *La Columna de la Muerte. El avance del Ejército franquista de Sevilla a Badajoz*, Barcelone, Crítica, 2003.

(province de Cáceres), à la frontière du district de Castelo Branco, au moment où des troupes franquistes avançaient sur la municipalité espagnole, encore sous contrôle républicain, en août 1936, « une section du 6^e Bataillon de Chasseurs, stationnée » à Castelo Branco « occupa une position près de la frontière après avoir été informée par des éléments nationalistes [espagnols] [...] que [...] “beaucoup de femmes et d’enfants [ont voulu] fuir au Portugal mais [qu’ils ont] abandonné cette intention depuis qu’on leur a dit qu’ils seraient arrêtés” ». Enfin, « la GNR, la *Guarda Fiscal* et la police portugaise » ont « coordonné de nombreuses “opérations de nettoyage” » avec « des troupes nationalistes et des milices phalangistes » contre « des poches de résistance républicaine à l’arrière des forces nationalistes [espagnols], en général composées de civils, de carabiniers et de quelques éléments de la *Guardia de Asalto* ». Ces opérations « ont été régulièrement menées de septembre à novembre 1936 [...], et se sont portées en particulier sur les rares zones arborées de la région frontalière, les vallées de rivières et de ruisseaux, et quelques collines d’accès plus difficile », puis elles « se sont poursuivies en 1937 et 1938 de manière épisodique⁸¹ ».

La guerre a eu un impact inévitable sur les populations frontalières portugaises. Cependant, elle a été bien plus intense dans les régions du sud, dont le tissu social, profondément divisé par les inégalités et la répression, reproduisait en grande partie le modèle de relations sociales qui avait prévalu du côté espagnol au moins jusqu’à l’instauration de la Seconde République. À cet égard, de nombreux habitants de l’Alentejo se retrouvent, inévitablement, à devoir prendre position politiquement face à la guerre et à l’arrivée de réfugiés espagnols, et leurs actions de solidarité s’accordent en toute cohérence avec leurs attitudes de contestation sociale et politique qui feront de la période de la guerre d’Espagne la plus répressive en matière d’arrestations par les forces de la police salazariste depuis le début de dictature, voire de toute sa durée. Comme l’a écrit Dulce Simões :

81 César Oliveira, *Salazar e a Guerra Civil...op. cit.*, pp. 160-161.

« lorsque la guerre civile espagnole a éclaté dans la vie quotidienne des populations frontalières de l'Alentejo, la culture de la résistance a reproduit ses stratégies de soutien aux réfugiés espagnols, tandis que le positionnement politique des autorités locales et régionales s'est forgé dans des relations d'amitié et d'intérêts de groupe. La guerre à la frontière a modifié les relations de pouvoir au niveau local, créant un système d'alliances entre différents groupes et individus civils et militaires⁸². »

Au moment du tournant qui s'opère à l'échelle internationale, à partir de la fin du siècle dernier, dans la valorisation des études sur la mémoire collective, les régions frontalières de l'Alentejo (et plus particulièrement les municipalités portugaises de la rive orientale du Guadiana), de Trás-os-Montes (surtout Montalegre, Chaves et Vinhais) et, plus accessoirement, du Minho (essentiellement Melgaço) sont celles qui ont le plus suscité l'intérêt des chercheurs, en particulier des jeunes, généralement moins attirés par la documentation produite par l'État, et qui ont avancé, dictaphone à la main, pour recueillir les témoignages de nombreux aînés qui, 60 à 70 ans après les événements, étaient invités, à leur grande surprise, à revisiter leurs souvenirs de grande enfance, de jeunes adolescents ou de jeunes adultes. Des mémoires qui, depuis la guerre, circulaient secrètement au sein des familles ou du cercle restreint des voisins.

Au sud, dans la zone frontalière de l'Alentejo, la ville de Barrancos se distingue des autres lieux où la mémoire de la guerre a été récupérée par des politiques publiques de mémoire, développées au niveau local. Deux spécificités la différencient. D'abord, il s'agit d'une municipalité qui, depuis l'instauration de la démocratie, a presque toujours été administrée par des communistes (1976-2001 et 2005-2017). Dans le cas précis de Barrancos, plus que dans tout autre ville ou village frontalier du nord du pays, les autorités locales ont décidé depuis les années 1990 de reconstruire et d'adopter une « mémoire forte » (selon les termes d'Enzo Traverso⁸³), devançant ainsi les conflits qui

82 Dulce Simões, *Frontera y Guerra... op. cit.*, p. 365.

83 Enzo Traverso, *O passado, modos de usar*, trad. port., s.l., Unipop, 2012, p. 72.

auraient lieu autour de la mémoire collective espagnole au début du 21^e siècle. Par ailleurs, ce segment de « mémoire résistantielle » sert à renforcer l'identité locale/régionale dans ce segment de la frontière portugaise, faite d'un mélange composite de sociabilité politique communiste propre à l'Alentejo (qui perdure depuis plus ou moins quatre-vingts ans) et d'une exception culturelle et linguistique locale où le *barranquenho* constitue l'une des deux langues régionales frontalières (avec le Mirandais, à la frontière nord-est, langue reconnue par la Constitution). Ainsi, « bien que le statut de réfugié [...] [engendre] toujours la compassion des uns, la peur et la haine des autres, et produit un effet de distanciation⁸⁴ », les collectivités locales et régionales démocratiques, investies depuis la fin des années 1970 par les héritiers des *résistants* aux deux dictatures ibériques, de part et d'autre de la frontière entre l'Alentejo portugais et l'Estrémadure espagnole, intègrent les relations de solidarité dans la mémoire institutionnelle, bien que très tardivement. Ces récits sont conservés depuis 1936 par les classes populaires, et elles s'en servent pour la définition éthique et politique des communautés locales/régionales de ces terres frontalières. En 2007, António Tereno (maire de Barrancos en 1994-2001, puis en 2005-2017) a bien synthétisé ces deux axes de la construction identitaire basée sur la mémoire de 1936 : « les gens de Barrancos se métamorphosent dans les moments difficiles et renforcent leur identité culturelle par des attitudes qui les ennoblissent [...]. La force de leur autonomie morale renaît et se renforce dans les moments de crise ». Ces propos reflètent la manière dont les politiques publiques de mémoire au niveau local reproduisent, elles aussi, une tendance dominante de « désidéologisation » des phénomènes de solidarité avec les *victimes*, « comme si le souvenir du soutien aux victimes ne pouvait pas coexister avec celui de leurs combats, de leurs conquêtes et leurs défaites⁸⁵ ». António Tereno, pourtant militant communiste, choisissait, lui aussi, comme « héros anonymes d'une

84 Dulce Simões, *Frontera y Guerra...op. cit.*, p. 302.

85 Enzo Traverso, *L'Histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2012, p. 265.

guerre qui n'était pas la leur, qu'ils ont vécue et ressentie dans leur propre chair», trois personnages qui, dans un pays de paysans sans terre, représentaient l'élite locale, «des hommes comme le lieutenant Seixas» – le chef local de la GNR qui, en septembre 1936, avant d'obtenir une autorisation de ses supérieurs, prend la décision d'accueillir et non d'expulser quelque 1.200 réfugiés espagnols, ce pour quoi il sera ultérieurement sanctionné⁸⁶ –, «le chanoine Alfredo Augusto de Almeida et le médecin António Fernandes [deux figures qui,] malgré leurs différences socioprofessionnelles et idéologiques, ont tous deux enfreint les règles établies et sauvé des vies humaines⁸⁷». Le récit adopté depuis le début du 21^e siècle diffère un peu de celui qui a prévalu dans les années 1990, il est davantage centré sur la communauté et semble avoir pris pour modèle la figure d'Aristides de Sousa Mendes et l'hommage aux *justes*⁸⁸, figures exceptionnelles que la communauté érige en symboles de son état d'esprit, adoptant ainsi un récit qui cherche à construire dans le présent un consensus sur la mémoire d'un passé où le consensus n'existait pas, naturellement.

En 2009, le gouvernement régional d'Estrémadure a décerné la plus importante décoration régionale (la *Medalla de Extremadura*) à Barrancos, «une ville frontalière au sens le plus large du terme, où les traditions espagnoles et portugaises coexistent et où la langue est d'un mélange qui devrait imprégner notre société». Médaille décernée en tant que «symbole, reconnaissance et gratitude envers ce peuple frère, exemple de vie et de solidarité courageuse et authentique»⁸⁹. L'année suivante, la municipalité espagnole d'Oliva de la Frontera

86 Cf. Francisco Espinosa Maestre, «Barrancos, 1936: o caso do tenente Seixas e a aventura do Niassa», Dulce Simões, *Barrancos na encruzilhada da Guerra Civil de Espanha. Memórias e testemunhos, 1936*, Lisbonne, Edições Colibri/Câmara Municipal de Barrancos, 2007, pp. 121-147 (130-32).

87 António Pica Tereno, «Apresentação» in Dulce Simões, *Barrancos na encruzilhada...op. cit.*, pp. 11-12.

88 Cf. Jacques Sémelin, Claire Andrieu, Sarah Gensburger (dir.), *La Résistance aux génocides. De la pluralité des actes de sauvetage*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008.

89 Décret n°172/2009, du 31 juillet, cf. Dulce Simões, *Frontera y Guerra...op cit.*, p. 364.

a érigé un monument à la mémoire des habitants de Barrancos et du lieutenant Seixas, lors d'une cérémonie présidée par le président du gouvernement régional d'Estrémadure, le socialiste Guillermo Fernández Vara, en présence de l'*alcalde* local, Victor Mainar, du maire de Barrancos, le communiste António Tereno, et de la sous-déléguée du gouvernement d'Espagne en Estrémadure. Selon les mots de l'*alcalde* de Oliva, le monument, qui consiste en une main ouverte sur un tas de pierres, est destiné à « rendre hommage aux habitants de Barrancos, à les remercier de leur soutien humanitaire et à faire en sorte que leurs actions tout comme celles du lieutenant António de Augusto Seixas aient la reconnaissance officielle et la mémoire qu'elles méritent ». Pour António Tereno, alors maire de Barrancos, « la “main ouverte” symbolisait également le don et l'accueil, caractéristiques du peuple *barranquenho* [sic], dans l'espoir que les tristes événements de 1936 ne se répètent jamais. Barrancos “a été et sera toujours du côté de la justice et des Droits de l'Homme”⁹⁰ », « [légitimant] » ainsi « la solidarité comme composante de l'identité d'une communauté unie par la culture, la mémoire et l'histoire de leurs voisins espagnols⁹¹ ».

Du côté portugais, la municipalité de Barrancos, engagée dans un « processus de construction d'un “passé signifiant”⁹² », s'est associée depuis les années 1990 à des projets éditoriaux et d'histoire orale, à des initiatives publiques et à un minimum d'effort de mise en valeur des espaces associés à l'histoire des réfugiés espagnols de la Guerre civile. Au moment de la construction du barrage d'Alqueva, à la fin du 20^e siècle, la Herdade da Coitadinha (propriété d'environ 1.000 hectares dans laquelle la majorité des réfugiés qui ont franchi

90 Cf. Jacinto Saramago, « O monumento de homenagem ao Povo de Barrancos e ao Tenente Seixas », *Estado de Barrancos*, <https://estadodebarrancos.blogspot.com/2010/04/o-monumento-de-homenagem-ao-povo-de.html> (consulté en septembre 2020).

91 Dulce Simões, *Frontera y Guerra...op. cit.*, p. 364.

92 Dulce Simões, « Silêncios da História e usos da memória: percursos e reflexões em torno de um trabalho de investigação sobre as memórias da Guerra de Espanha », Paula Godinho. (dir.), *Usos da memória e práticas do património*, Lisbonne, Edições Colibri et IELT/FCSH/UNL, 2012, pp. 45-60 (55).

la frontière en septembre 1936 ont eu l'autorisation de s'installer, en plein air, littéralement) a été acquise, en 1997, par la Société de Développement et des Infrastructures d'Alqueva. Avec la collaboration de deux chercheurs, d'abord Miguel Rego⁹³, puis Dulce Simões, le Parc naturel de Noudar a repris le patrimoine historique de 1936, en proposant à ses visiteurs un « parcours [à travers] le camp de réfugiés de la guerre civile d'Espagne, dans la Herdade da Coitadinha, référence explicite à la « solidarité frontalière »⁹⁴.

Les communautés des deux côtés de la frontière cherchent ainsi à assumer une « mémoire commune »⁹⁵ autour d'un événement traumatisant qui les a divisées encore bien plus que la frontière politique. Dans cette mémoire commune, nous savons néanmoins que les valeurs politiques (la solidarité contre l'oppression autoritaire) et éthiques (le devoir d'accueil des réfugiés) coexistent inévitablement avec un modèle de « relations d'amitié et de voisinage qui [...] ont uni les peuples portugais et espagnol de la frontière, [contrariant] les logiques officielles et étatiques d'exclusion », ce qui a conduit, par exemple, à ce que « des loyautés distinctes [justifient], dans le cas de Barrancos, la différence entre l'accueil des voisins d'Encinasola » – le village espagnol le plus proche de Barrancos –, « logés dans le village et dans les maisons de parents et d'amis » lorsqu'ils ont réussi à traverser la frontière et à échapper à la persécution franquiste, « et

93 « Noudar. Parque de Natureza », in <http://www.parquenoudar.com/pt/herdade/alqueva/> (consulté en septembre 2020).

94 Cf. Miguel Rego, « A Guerra Civil de Espanha no concelho de Barrancos », www.parquenoudar.com (consulté en octobre 2006, lien désactivé depuis). Sur d'autres initiatives ayant eu lieu, à Barrancos, dans le cadre des politiques publiques de la mémoire de 1936, cf. Manuel Loff, « A memória da Guerra de Espanha... », et Dulce Simões, « Silêncios da História... ». Entre autres travaux, cf. Paulo Barriga, « Campos de Concentração - o envolvimento português na Guerra Civil de Espanha », *Cadernos do Museu*, n° 2, Barrancos, Câmara Municipal de Barrancos, 1999.

95 Cf. W.J. Booth, *Communities of Memory: On Witness, Identity, and Justice*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 2006.

la marginalisation des réfugiés républicains» venus d'autres régions d'Estrémadure, «confinés à la périphérie, aux abords de la frontière»⁹⁶.

Tout le long des régions frontalières, depuis le Haut Minho jusqu'à l'Algarve, l'ambiguïté fondamentale de la frontière, de toutes les frontières interétatiques, a agi dans de nombreux cas en faveur du secours aux réfugiés, même si celui-ci n'était que temporaire. Pendant que les autorités des deux côtés de la frontière ont ouvertement ignoré le rôle traditionnel (et prélibéral) de la frontière en tant que moyen de refuge pour les fugitifs, de nombreux membres des couches subalternes des communautés concernées ont détourné sa signification potentiellement oppressive, en en faisant une ligne pouvant, de fait, empêcher un massacre de masse. Dans d'autres régions, comme à la frontière du Trás-os-Montes, des chercheurs comme Paula Godinho ont décrit le choix que des citoyens ordinaires, des militaires et des policiers, ainsi que des autorités locales et des agents de la police politique ont dû faire entre repousser les réfugiés de l'autre côté de la frontière et les livrer aux rebelles franquistes ou bien respecter le droit des gens (et le droit international lui-même). Si les autorités locales relevaient directement du gouvernement central, de la police politique et de leurs supérieurs militaires, qui, à leur tour, appliquaient la politique de Salazar, à savoir : repousser les réfugiés républicains, après avoir accueilli ou en même temps qu'elles accueillaient temporairement les Espagnols partisans de Franco, ces autorités locales devaient aussi décider de la réaction à prendre face à la solidarité humanitaire de nombreux membres des communautés locales envers les réfugiés, ce

96 Simões, *Frontera y Guerra...*, pp. 302-303. D'autres travaux sur l'impact de la guerre dans la région frontalière de l'Alentejo : Luís Cunha, *Memória social em Campo Maior. Usos e percursos da fronteira*, Lisbonne, Dom Quixote, 2006 ; Carlos Pessoa, « Campo Maior, 1944 - A operação secreta que abalou o Alentejo », *Público*, Lisbonne, 3 avril 2011 ; et deux mémoires universitaires inédits : João Carlos Salvador Urbano Pires, *A memória da guerra civil de Espanha no Baixo Alentejo*, mémoire de master en histoire sociale contemporaine, ISCTE, 1997 ; Maria Fernanda Sande Candeias, *O Alentejo e a guerra civil de Espanha. Vigilância e fiscalização das povoações fronteiriças*, mémoire de master en histoire moderne, Faculté de Lettres de l'Université de Lisbonne, 1997.

qui avait inévitablement un sens politique sous un régime fasciste attaché à la victoire du franquisme.

En se concentrant sur le recueil d'archives mémorielles si sensibles auprès de populations d'une région où la frontière politique joue un rôle si fondamental dans la définition d'une identité sociale et culturelle particulière, Paula Godinho aura été parmi les premiers chercheurs à percevoir que la préservation de la mémoire collective de la guerre d'Espagne tendait à s'étendre bien au-delà de 1939 et comprenait, en réalité, les souvenirs des actions des guérilleros anti-franquistes, qui étaient restés actifs pendant deux décennies après la défaite républicaine et avaient traversé clandestinement la frontière portugaise en quête de refuge. Dans son étude sur le cas de Cambedo da Raia (municipalité de Chaves), dont le dénouement, en 1946, est marqué par une opération de la police militaire de grande envergure, réunissant des forces de répression des deux pays, l'anthropologue finit par s'intéresser aux « obligations inhérentes aux alliances au sein de la communauté et avec les autres villages des environs ». Ces alliances auraient même compromis, profondément, les habitants, y compris « les agents de la *Guarda Fiscal* » (dont quatre sont arrêtés et inculpés par la police politique), ce qui les conduit « à une complicité passive pour ne pas avoir dénoncé la présence des réfugiés » et en conséquence à « être sanctionnés de façon exemplaire ». Pour Godinho, « la ruralité, cette relation spécifique à la terre qui prend racine dans la jouissance de cette dernière, renvoie à une relation faite de compromis à l'égard de la société qui la renferme⁹⁷ ».

97 Paula Godinho, « O maquis na guerra civil de Espanha: o caso do cerco a Cambedo da Raia », *História*, n° 27, décembre 1996), 2^a Série, pp. 28-45 (38). Du même auteur, « “Maquisards” ou “atracadores”? A propósito das revisões da História no caso de Cambedo da Raia, 1946 », *O Cambedo da Raia - Solidariedade galego-portuguesa silenciada*, Orense, Asociación Amigos da República, 2004, pp. 157-227. Sur les réfugiés espagnols dans la province de Trás-os-Montes, cf. aussi Jorge Fernandes Alves, *O Barroso e a Guerra Civil de Espanha*, Montalegre, Câmara Municipal de Montalegre, 1981; Moutinho, *No pasarán!... op. cit.*

Si l'on tient compte des recueils de mémoire publiés et diffusés, les autres régions frontalières portugaises ont une mémoire collective de la guerre d'Espagne bien moins intense que dans l'Alentejo ou le Trás-os-Montes. Dans le Haut Minho, cependant, toujours dans les années 1980, on se souvenait de la présence renforcée d'agents de la police politique pendant les mois qui ont séparé la victoire du Front populaire (février 1936) du début du soulèvement militaire franquiste (juillet), des agents qui étaient « intimes des réfugiés espagnols », des ultraconservateurs qui fuyant les luttes sociales qui s'intensifiaient en Espagne. Lorsque la guerre a éclaté, contrairement à l'Estrémadura, le territoire galicien est tombé en quelques jours aux mains des franquistes. Pour ceux qui vivaient à Moledo, comme Ilídio Rocha (âgé de onze ans en 1936), « [débutait] le grand spectacle » auquel on pouvait assister depuis la plage de Cabedelo, à la sortie de Caminha, face à la « plage qui se trouve au pied de la colline de Santa Tecla », de l'autre côté de l'embouchure du Minho :

« une file d'hommes, pieds nus, descendait sur la plage, derrière eux une douzaine de soldats ; pendant une bonne demi-heure, ils ont ouvert une fosse dans le sable ; après, bien après, ceux qui venaient pieds nus ont été jetés dans la fosse par une rafale de mitrailleuse. À côté de moi, une voix rauque, je ne sais même plus si c'était un homme ou une femme, amplifiait la terreur des enfants pris au dépourvu : "Certains seront enterrés encore vivants, les malheureux". De l'autre côté de l'embouchure du fleuve, les soldats jetaient du sable dans la fosse. Le spectacle se répétera plusieurs jours durant, une cinquantaine de morts à chaque fois. C'était le grand ménage des "rojos". L'heure de la petite vengeance, de la lâcheté. Le voisin qui dénonce sous l'effet de la terreur. [...] Le médecin qui avait travaillé au collège des Jésuites de La Guardia, et qui avait soigné les pauvres sans leur demander d'argent [...], était devenu un "rojo" pour cette même raison. Ils ne l'ont pas fusillé. Ils l'ont attaché à l'arrière-train d'une jument, par les pieds, et ils l'ont traîné à travers les pierres de l'embouchure du Minho jusqu'à ce qu'il meure

déchiqueté. Les Jésuites et leur collège s'étaient transférés à Santo Tirso [, au Portugal], en y mettant du temps et de la prudence⁹⁸. » Ici aussi, dans le Haut Minho frontalier,

« la PVDE et la GNR chassaient dans les montagnes les fugitifs galiciens. Et elles les livraient aux troupes franquistes sur le pont international de Valence. [...] Je vois et j'entends encore des femmes de Valence, tout ébouriffées, lançant des cris d'impuissance, rauques, sans larmes : "Ne livrez pas ces malheureux ! Ne faites pas une chose pareille, nom de Dieu ! Ils vont les tuer !" Ils les livraient pour de bon. Et encore sur le pont, "En frente Usted !" [sic] et la décharge sèche, qui donnait raison aux femmes que la Garde républicaine poussait à présent vers la ville⁹⁹. »

Cependant, comme à la frontière de l'Alentejo, beaucoup finiront par traverser la frontière. Ángel Rodríguez Gallardo a étudié les réfugiés galiciens à Castro Laboreiro (municipalité de Melgaço), « un important contingent de fugitifs qui a été jusqu'à fomenter des activités contre le régime portugais et les détachements franquistes [protégés par l'indifférence des autorités militaires portugaises] », il qualifie de « discret » le comportement des Portugais qui ont commencé, dans leur majorité, à développer une attitude de collaboration et de complicité militante avec les réfugiés¹⁰⁰.

98 Ilídio Rocha, « Crónica de uma guerra civil. Das margens de um rio às margens da história », *História*, n° 71, septembre 1984, pp. 40-57 (52-53).

99 *Idem*.

100 Ángel Rodríguez Gallardo, « La condición de refugiados: gallegos en Portugal durante la guerra civil y la posguerra », AA.VV., *Nuevos horizontes del pasado. Culturas políticas, identidades y formas de representación*, Santander, Universidad de Cantabria, 2010, p. 644 ; du même auteur : « Entre brandas e inverneiras: refugiados políticos no norte de Portugal », *A Trabe de Ouro*, n° 57, 2005, pp. 23-37 ; « Galegos, vítimas de Salazar », *A Trabe de Ouro*, n° 75, 2008, pp. 73-87 ; « Galician Political Refugees in Portugal During the Civil War and Post-Civil War Era (1936-1945) », R. De Palma, A. Pérez-Caramés (dir.) *Galician Migrations: A Case Study of Emerging Super-diversity. Migration, Minorities and Modernity*, vol. 3, printemps, 2018, https://doi.org/10.1007/978-3-319-66305-0_5. Cf. aussi Emilio Grandío Seoane, « A ribeira que deixou de selo. A fronteira galego-portuguesa tras o golpe de xullo de 1936 », X. Balboa López, H. Pera Oroza (dir.), *Entre nós. Estudos de Arte, Xeografía e Historia*

Une mémoire persistante, en permanente recomposition

Presque partout dans le monde, la mémoire de la guerre d'Espagne est chargée d'une symbolique propre, devenue (une fois encore, quasi) universelle (*Guernica* de Picasso, *¡No pasarán!* de Dolores Ibárruri). Sa capacité à représenter des choix essentiels de la vie politique et de très larges visions du monde concernant la vie collective demeure très vive, 85 ans plus tard, ce qui ne se produit qu'avec des événements exceptionnels, capables de mobiliser des émotions très fortes à l'échelle internationale.

Au Portugal, comme je l'ai écrit ailleurs¹⁰¹, la guerre d'Espagne a servi à une partie de la gauche à établir un parallèle entre « certains aspects du drame politico-social – de la lutte des classes – qui se sont déroulés, entre 1931 et 1939, dans le pays voisin [et] ceux que nous avons vu se répéter au Portugal, pendant le processus révolutionnaire de 1974-1975¹⁰² ». Autrement dit à reprendre le débat entre les diverses gauches sur la viabilité effective des révolutions menacées par des groupes sociaux et politiques souhaitant préserver leur hégémonie sociale et économique, ou encore sur l'(im)possibilité des convergences antifascistes en des moments décisifs de l'histoire.

La mémoire collective tend, en tout cas, à être (re)construite en différentes couches, chacune enterrant la précédente en fonction du contexte dans lequel la mémoire s'exprime. Les segments de la mémoire collective transmis par la génération tragique (1936-1945) qui a lutté contre le fascisme en Espagne et, peu après, dans des circonstances encore plus dures, contre l'occupation allemande et italienne à travers toute l'Europe, ont constitué des récits fondamentaux dans la culture antifasciste, mais ils ont été sévèrement remis en cause avec la chute des régimes communistes en Europe de l'Est et en Europe centrale. À l'échelle internationale, les « témoins [d'autrefois] érigés

em homenagem ó professor José Manuel Pose Antelo, Saint-Jacques-de-Compostelle, Universidade de Santiago de Compostela, 2001, pp. 999-1022.

101 Manuel Loff, « A memória da Guerra de Espanha... » *op. cit.*, pp. 126-129.

102 Varela Gomes, *Guerra de Espanha... op. cit.*, pp. 5 et 7-8.

en héros exemplaires, comme ces résistants qui ont pris les armes pour combattre le fascisme, ont désormais perdu leur aura, voire sont tombés dans l'oubli, engloutis par la fin du communisme" », qui, éclipsé de l'histoire avec ses mythes, a entraîné dans sa chute les utopies et les espoirs qu'il avait incarnés¹⁰³ ».

Le reflux des gauches, d'une part, et, d'autre part, le retour de la menace néofasciste reconfigurée à l'ombre des nouveaux populismes xénophobes et suprémacistes qui progressent depuis des années dans tout l'Occident – à commencer par l'Espagne elle-même – continuent à avoir un contrepoint dans la fière persistance d'une mémoire construite autour de la défense de la République espagnole, en 1936-1939. Pour Adèle Arranz-Ossart, ancienne volontaire des Brigades internationales, « après la chute du mur [de Berlin], ce qui reste aux ex-combattants de l'Espagne, c'est avant tout, l'Espagne. [...] [La guerre d'Espagne] est la meilleure chose que nous ayons faite dans notre vie¹⁰⁴ ».

Manuel Loff

Université de Porto

Institut d'Histoire contemporaine/Université Nouvelle de
Lisbonne

Traduction française de Cristina Clímaco et Marie Christine
Volovitch-Tavares

Révision de Clara Domingues

103 Enzo Traverso, *O passado... op. cit.*, p.17

104 Rémi Skoutelsky, *Novedad en el frente... op. cit.*, p. 449.